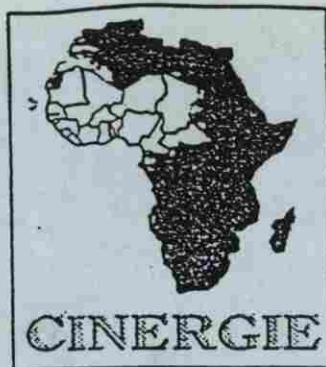


1865

OCDE/OECD

*Organisation de Coopération
et de Développement Economiques*

*Organisation for Economic
Co-operation and Development*



BAD/ADB

Banque Africaine de Développement

African Development Bank

RAPPORT D'ACTIVITE

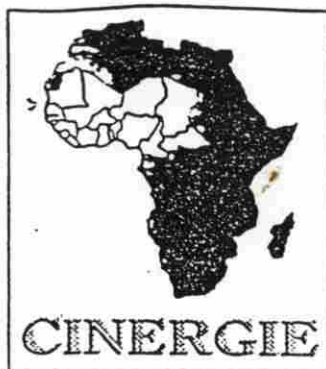
DU CHEF DE L'UNITE CINERGIE

Décembre 1994

OCDE/OECD

*Organisation de Coopération
et de Développement Economiques*

*Organisation for Economic
Co-operation and Development*



BAD/ADB

Banque Africaine de Développement

African Development Bank

RAPPORT D'ACTIVITE

DU CHEF DE L'UNITE CINERGIE

Décembre 1994

RAPPORT D'ACTIVITE DU CHEF DE L'UNITE BAD/OCDE

EN FIN DE CONCTRAT

Le présent rapport d'activité aura une structure différente des quatres précédents rapports élaborés et présentés aux membres du Comité Consultatif du projet "CINERGIE". Intervenant après l'évaluation du projet qui elle aussi a été précédée par l'évaluation à mi-parcours, les autres rapports rendaient compte spécifiquement des bilans des activités menées entre les deux sessions du Comité Consultatif, sur la base des programmes de travail approuvés par ledit Comité.

Parce que intervenant après l'examen du rapport d'évaluation par le quatrième Comité Consultatif et surtout après la dernière décision du Conseil d'Administration de la BAD, de geler son intervention dans le cadre du projet, le présent rapport est conçu pour avoir la structure suivante :

- genèse du projet, pour mieux comprendre pourquoi CINERGIE ;
- cadre du projet, pour saisir son environnement institutionnel ;
- évolution du projet, pour rappeler les balises principales qui ont marqué ses étapes ;

- bilan des activités durant les derniers semestres de l'année 1994, pour rendre compte de ce qui a été fait après le dernier Comité Consultatif, au regard des recommandations formulées ;
- leçons à tirer du projet CINERGIE ;
- bilan financier établi au 31/12/94 pour présenter un bilan global financier du projet CINERGIE, en fin de contrat.

I. GENESE DU PROJET

1.1. Pendant près de quinze ans, le Comité Inter-Etats de Lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et le Club du Sahel se sont intéressés aux réformes de politiques économiques en général et céréalières en particulier, des Etats sahéliens. Ils ont consacré à la politique céréalière trois séminaires : un premier à Nouakchott en 1979, un second à Mindélo en 1986 et un troisième à Lomé, en 1989.

1.2. Le séminaire de Nouakchott avait contribué à mettre en évidence les variables clef qui entrent en jeu dans la définition des politiques céréalières, et posé la question des rôles respectifs de l'Etat et de la société civile dans la conception et l'exécution d'une politique céréalière favorable à la sécurité alimentaire dans le Sahel. Le colloque de Mindélo avait ouvert en 1986, un débat sur la nécessité et la possibilité de mettre en oeuvre des politiques agricoles harmonisées dans le cadre d'un espace sahélien protégé. Des études menées entre 1986 et 1989 avaient amené à constater que l'option de Mindélo était inopérante, d'où le séminaire de Lomé qui avait fait le point sur les échanges agricoles et leur contribution à la sécurité alimentaire de la région, et recommandé de trouver un moyen de promouvoir le dialogue

sur les échanges régionaux entre les pays sahéliens et ceux du Golfe de Guinée. C'est l'adoption de cette recommandation par le Groupe de réflexion inter-donateurs du Club du Sahel qui a conduit à l'idée de la création d'une Cellule restreinte de promotion des échanges dans la région, Cellule qui serait financée pendant une phase expérimentale de trente mois, par les bailleurs de fonds.

1.3. Pour les promoteurs du projet, la BAD apparut tout de suite comme l'Institution la plus indiquée pour accueillir la Cellule pendant sa phase expérimentale, à cause du crédit incontestable dont elle jouit en Afrique et au sein de la Communauté Internationale, de l'esprit de partenariat très constructif qu'elle a su promouvoir en son sein, entre pays régionaux et non-régionaux, et des efforts de plus en plus grands qu'elle déploie dans le sens d'une réflexion prospective novatrice sur toutes les formes de promotion de la coopération régionale.

1.4. Quant à la BAD, son soutien à une telle initiative est apparu conforme à ses objectifs fondamentaux d'intégration des économies des pays membres régionaux, à ses efforts de promotion du commerce interafricain, et aussi, au mandat spécifique du Conseil des Gouverneurs, (Résolution B/BG/89/01) pour la mise en oeuvre des recommandations du comité des dix en matière d'intégration économique. En exécution de ce mandat, il a été accepté le principe de la création, à la BAD, d'une "nouvelle unité chargée de coordonner la promotion de l'intégration économique régionale et des projets multinationaux". (Document ADB/BD/WP/89/146). Bien que limitée à l'Afrique de l'Ouest, la Cellule proposée pouvait être, pour la BAD, une première étape vers la création d'une Unité à vocation continentale pour l'intégration économique, avec l'avantage de permettre à la BAD de renforcer son expérience dans ce domaine, sans aucune charge financière de sa part .

1.5. Une réunion tenue le 11 mai 1990, au Siège de l'OCDE à Paris, avait permis à la BAD et à l'OCDE, de se mettre d'accord sur

la création, pendant une phase expérimentale de trente mois, d'une Cellule dotée d'un budget de fonctionnement de douze millions de francs français, à couvrir par les contributions de quatre pays (Canada, Etats-Unis, France et Pays-Bas). Les conclusions de cette réunion ont servi de base au Mémoire d'Accord signé entre la BAD et l'OCDE le 23 juillet 1991.

1.6. Aux termes de l'annexe 1 du Mémoire d'Accord BAD/OCDE, trois tâches ont été fixées comme objectifs au projet. La première consiste à explorer et proposer de nouvelles formes d'intégration régionale différentes de celles connues actuellement, en ayant notamment à l'esprit les conclusions du séminaire de Lomé. A cet effet, il est demandé à CINERGIE de procéder à des études et d'engager des contacts avec les responsables politiques en vue d'encourager des changements dans les politiques d'intégration régionale. La deuxième tâche porte sur l'établissement des relations avec les opérateurs économiques et la troisième sur l'entretien d'un dialogue permanent avec les bailleurs de fonds et leurs partenaires ouest africains.

1.7. Les objectifs du projet et ses ambitions ont reçu l'aval des chefs d'Etat sahéliens des pays membres du CILSS et, l'approbation de certains Chefs d'Etat des pays du Golfe de Guinée (Nigéria, Bénin, togo) avant le démarrage du projet.

1.8. Le rappel de ces faits est important pour mieux situer le projet dans son contexte original, la dynamique CILSS/Club du Sahel qui, avant le démarrage du projet (Septembre 1991) symbolisait l'exemple de partenariat constructif qui a permis aux sahéliens et à leurs partenaires de la Communauté Internationale de faire un grand pas, dans le cadre du dialogue politique. CINERGIE est conçue pour élargir la dynamique CILSS/Club du Sahel autour des questions touchant à l'avenir partagé des Etats ouest-africains.

II. CADRE DU PROJET

2.1. Le Mémoire d'accord signé entre la BAD et l'OCDE le 23 juillet 1991, constitue le cadre d'exécution du projet CINERGIE. Le projet est logé au sein du Département CEPR de la BAD.

2.2. Dans la note d'information au Conseil, référence a été faite à la résolution B/BG/89/01 pour la mise en oeuvre des recommandations du Comité des dix en matière d'intégration économique et au document ADB/BD/WP/89/146.

III. EVOLUTION DU PROJET

3.1. Le projet a démarré en septembre 1991 sur la base du budget global de CINERGIE qui s'élève à 12 millions de francs français, dont 8 969 200 concernant l'accord BAD/OCDE et 3 000 000 FF destinés au Club du sahel.

3.2. Le projet a tenu régulièrement ses Comités Consultatifs (organe de contrôle), deux au Siège de la Banque et deux au Siège de l'OCDE.

3.3. Les Audits ont été régulièrement faits (quatre audits) par l'OCDE, précédant toujours la tenue des réunions du Comité Consultatif.

3.4. Le projet a fait l'objet d'un exercice de réflexion stratégique en Mars 1993 (pré-évaluation) sur recommandation du Comité Consultatif. Cet exercice est arrivé à la conclusion qu'à douze mois de l'échéance, le projet a :

- réussi son insertion dans la Banque ;
- mis en place les moyens nécessaires à son action et ;
- obtenu des résultats réels dans tous les volets de son programme de travail.

Cependant, il a été remarqué que le programme de travail établi était trop chargé et qu'il gagnerait à être allégé et recentré sur un nombre limité d'objectifs déterminants : i) l'étude WALTPS ; ii) le dossier élevage ; iii) les interactions Nigéria et ses voisins ; iv) le réseau régional de l'emprise privée ; v) la large diffusion des connaissances et des idées.

3.5. Le projet a été évalué en janvier et en février 1994 par une équipe de trois Consultants. Le rapport d'évaluation a été finalisé et diffusé à tous les partenaires en mai 1994.

3.6. Le quatrième Comité Consultatif tenu à Paris en juin 1994, a eu à examiner les résultats d'évaluation du projet, et décidé de prolonger le projet pour une durée de six mois assorti d'un programme de travail précis.

3.7. Le Conseil d'Administration d'Octobre 1994 de la BAD a quant à lui décidé de geler l'intervention de la BAD dans le cadre du projet.

IV. EVALUATION DU PROJET

L'évaluation s'est donnée pour objectif d'établir un bilan objectif du projet, tout en le situant dans son environnement initial, à savoir : la dynamique CILSS/Club du Sahel, en dégagant les faiblesses internes et les acquis du projet, et en considérant le défi toujours présent de la nécessité de préparer l'avenir du Sahel dans l'espace ouest-africain.

4.1 constats établis par l'évaluation : une équipe de trois consultants indépendants a eu à établir le rapport d'évaluation du projet CINERGIE. Ledit rapport a établi des constats positifs sans occulter certaines insuffisances. Les insuffisances constatées avaient été décelées très tôt ce qui d'ailleurs avait motivé

l'exercice de la réflexion stratégique. L'examen du rapport d'évaluation par le quatrième Comité Consultatif a eu à insister sur les acquis du projet notamment dans les domaines :

- du développement et de la valorisation des connaissances nouvelles (étude Berg et étude WALTPS) ;
- de la documentation, par l'existence d'une série de documents produits et diffusés dans les deux langues de travail (produits WALTPS) ;
- de la communication par l'existence d'un réseau dynamique de plus de 50 journalistes couvrant plus de 10 pays de la sous-région. L'existence d'un tel réseau a permis de démultiplier les capacités de diffusion du projet ; par des articles, "suppléments", des conférences de presse, les émissions TV et les films ;
- la mise en place des réseaux : réseau régional de l'entreprise, réseau régional des professionnels d'élevage (Couloir Central), réseau des médias etc... ;
- la réalisation et la constitution d'une base de données SIG (démographie, économie, infrastructure, marchés...).

4.2. Commentaire sur les lacunes du rapport d'évaluation : le rapport d'évaluation a omis quelque peu les pesanteurs politiques réelles qui ont agi sur la performance du projet.

- dynamique CILSS/Club du Sahel : l'acceptation du projet CENERGIE par les plus hautes autorités de la sous-région (Chefs d'Etat des pays membres du CILSS, les Chefs d'Etat du Nigéria, du Bénin et du Togo) devrait réduire cette pesanteur politique. Malheureusement les réticences du CILSS sont apparues dès le démarrage du projet, le Sahel

craignant toujours de perdre son âme, sa spécificité dans une problématique régionale ouest-africaine.

- Au sein de la BAD, des réticences réelles (malgré l'implication de la CEDEAO) sont demeurées ; on soupçonne le projet CINERGIE de marquer plus d'intérêt pour le Sahel et pour la *fr* francophonie.

Ces réticences d'ordre politique ont pu être réduites notamment dans les relations CILSS, CEDEAO, elles n'ont malheureusement pas pu être disciplinées au sein de la BAD. La dernière décision du Conseil d'Administration corrobore ce constat.

V. BILAN DES ACTIVITES DU PROJET DU JUIN A DECEMBRE 1994

La quatrième réunion du comité consultatif tenue à Paris le 17 juin 1994 en décidant la prolongation des activités de CINERGIE jusqu'au 31 décembre 1994, l'a assorti d'un programme d'activité final. Ce programme prévoyait cinq activités :

- la rédaction de la synthèse de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest, WALTPS et la valorisation de ses conclusions ;
- le renforcement des rapports avec le CILSS et la CEDEAO pour ancrer la dynamique qui a créé la cellule ;
- l'organisation de la réunion des ministres du Couloir central, sur l'élevage ;
- la diffusion dans les medias des travaux liés à l'étude WALTPS et d'une manière plus générale des nouvelles idées sur la coopération régionale ;
- la préparation des suites de CINERGIE.

5.1. Synthèse et valorisation de l'étude WALTPS

La richesse de l'étude WALTPS est aussi sa difficulté. Multidisciplinaire, elle se prête avec difficulté à une synthèse générale. Chaque discipline se sentant minorée. Néanmoins grâce aux discussions, débats parfois vifs, entre les uns et les autres, entre équipe parisienne et équipes africaines, un accord a pu se faire sur un rapport général synthétique et des rapports sectoriels. En plus de la synthèse, d'autres outils de travail tels que l'Atlas et les principales cartes thématiques ont été élaborés (voir annexe I : Présentation des documents de travail WALTPS..) Tous Ces rapports ont été publiés et diffusés largement, notamment aux participants de la réunion régionale de présentations des conclusions de l'étude qui s'est tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 26 au 29 septembre 1994 - *rapport disponible*

Une centaine de personnes ont participé à la réunion de Ouagadougou, représentant les pays du champ de l'étude - administration et société civile-, des organisations internationales, des agences de coopération multi et bilatérales. (Voir compte rendu de la réunion de Ouagadougou).

La valorisation de l'étude s'est faite également à travers des réunions nationales. La première s'est tenue au Mali, en juin 1994. Elle a permis une large présentation des résultats de l'étude de cas nationale du Mali et des travaux régionaux. Elle a également abouti à la mise en place d'un dispositif de dialogue entre travaux voisins entrepris ou à venir sous l'égide du secrétariat général de la présidence qui a déjà en charge le projet d'études prospectives nationales, NLTPS, et celui de l'African capacity building...

Une troisième réunion s'est tenue au Sénégal, sous la forme d'une réunion interministérielle pour discuter les conclusions de l'étude mais également pour voir quelles peuvent être les implications de ses conclusions sur les politiques nationales. Les ministres de l'Intégration, de la Ville, de la Décentralisation ont

pris part personnellement aux travaux alors que tous les Ministères (Ministère du Développement rural, Ministère du Plan) concernés par l'étude ont été représentés par des directeurs. A l'issue de la réunion, une équipe nationale a été mise sur pied pour approfondir la réflexion sur les suites nationales de l'étude. Le premier Ministre du Sénégal a reçu la délégation de CINERGIE, à la fin de la réunion, pour l'encourager à poursuivre le travail de valorisation de l'étude WALTPS au niveau des Etats du champ de l'étude.

La réunion nationale du Burkina Faso, pour la présentation des conclusions de l'étude de cas nationale, déjà préparée et programmée pour la fin de l'année, n'a pu se tenir à la suite de la décision de la BAD, de geler les activités de la cellule, pour permettre la clôture des comptes au 31 décembre 1994.

Une autre réunion, régionale celle-là, n'a également pas pu se tenir. Elle était prévue au Nigeria et devait examiner le rôle du Nigeria dans la région, compte tenu de son poids démographique et de son avance en matière d'urbanisation. Prévue en juillet, la réunion a dû être reportée à plusieurs reprises du fait de la situation politique au Nigeria.

En direction des agences de coopération, la diffusion des conclusions de l'étude s'est également poursuivie. Une nouvelle présentation a été faite à la Coopération française, à Ottawa pour l'Agence canadienne de Développement international, et à Washington devant la Banque mondiale. A la Banque africaine de Développement, une réunion inter-départementale a été consacrée à l'étude.

Diverses réunions ont été également exploitées : la réunion de la Coalition mondiale pour l'Afrique, en juin au Sénégal, la réunion annuelle du Club du Sahel, en novembre en France.

5.2. Relations CILSS-CINERGIE-CEDEAO

La quatrième réunion du comité consultatif a insisté sur la nécessité d'ancrer plus fermement encore la dynamique CILSS-CINERGIE-CEDEAO parce que cette dynamique est nécessaire à la coopération régionale et parce qu'elle conditionne largement les suites de CINERGIE. Les contacts multiples entre les trois institutions, en particulier la mission effectuée par CINERGIE et le CILSS à Lagos, au siège de la CEDEAO, ont fini par aboutir à la signature d'un cadre de collaboration. La présence de la CEDEAO à la quatrième réunion du comité consultatif, ainsi que sa participation à l'invitation de CINERGIE, à la réunion de Bordeaux sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, augurent d'une telle évolution. (voir Annexe II : Document de travail signé par la CEDEAO, le CILSS et CINERGIE).

5.3. Réunion des Ministres de l'élevage du Couloir central

La naissance de CINERGIE a coïncidé avec les tentatives de relance du commerce du bétail et de la viande dans les pays du couloir central (Côte d'Ivoire, Mali, Burkina, Ghana). Ce commerce traditionnel, né de la complémentarité entre les pays sahéliens et les marchés côtiers, était mis à mal depuis quelque temps par les viandes congelées importées dans la région de la Communauté européenne et d'Argentine. La part des viandes sahéliennes dans la consommation des pays côtiers ne cessait de décroître.

CINERGIE a fait dès son démarrage, de cette question, un test pour la coopération régionale. Tous les éléments étaient réunis pour faire une bonne coopération sur la question. Complémentarité naturelle, compétitivité des viandes sahéliennes, étude exhaustive sur la filière, disponibilité de partenaires de coopération à assurer l'appui financier et l'existence de cadres institutionnels de coopération, CILSS, CEBV, Conférence des ministres de l'Agriculture d'Afrique de l'Ouest et du Centre...

Malgré tous ces atouts, le dossier élevage a longtemps piétiné. Une première réunion de la Communauté économique du Bétail et de la Viande prévue à Ouagadougou, devait être élargie au Mali pour pouvoir examiner la question. Cela n'a pas pu se faire en raison de quelques problèmes de coordination entre le CILSS et la CEBV. Malgré tout, la ténacité a fini par payer. La Côte d'Ivoire a accepté d'inviter tous les pays du Couloir à une concertation à Abidjan en août 1994. Y ont personnellement pris part outre le ministre ivoirien hôte de la réunion, ses homologues du Mali, du Burkina, du Bénin. Le Togo et le Niger ont été également représentés, ainsi que les secrétaires exécutifs du CILSS et de la CEBV. La BAD y a été représentée par le Vice-président Ferhat Lounes. La réunion a notamment décidé d'institutionnaliser la concertation entre les ministres du Couloir central et de nommer un ministre pour coordonner les actions, assurer le suivi des décisions arrêtées entre deux réunions ministérielles. Les obstacles à la coopération ont été passés en revue par la réunion et des solutions proposées. Le Premier Ministre ivoirien a reçu la délégation ministérielle pour marquer l'intérêt de son pays dans la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Sahel. Enfin, les ministres ont été aussi reçus par le président ivoirien, M. Henri Konan Bédié qui s'est réjoui de l'initiative et a confirmé l'attachement de la Côte d'Ivoire à la coopération dans le cadre du Couloir central.

5.4. Diffusion

La réunion du comité consultatif avait entendu une communication du chargé de communication de l'Unité CINERGIE, Monsieur Chérif Elvalide Sèye, sur un plan de communication pour accompagner l'étude WALTPS et les idées nouvelles sur la coopération régionale. Pour l'essentiel, ce plan a pu être mis en oeuvre.

Dans les pays où se sont tenues des réunions consacrées à l'étude, toute la presse, écrite comme audiovisuelle a été largement mobilisée. Articles, tables-rondes radio-télévisées, reportages, films sur des thèmes de l'étude ont été réalisés au Mali, au Burkina comme au Sénégal. Des experts de l'étude, Jean-Marie Cour, Moustapha Deme, Mamadou Diouf, Chérif Sèye et moi-même y avons pris part. Des conférences de presse ont également été tenues avec le directeur du Club du Sahel, le secrétaire exécutif du CILSS.

La presse nationale comme internationale a également été associée à ces réunions. Outre les medias du Mali, du Burkina et du Sénégal, JEUNE AFRIQUE, l'agence panafricaine d'information (PANA), AFRICA N°1, l'Agence internationale de Télévision, AITV, ont couvert largement ses travaux. Y a fait défaut, Radio France international qui malheureusement était en grève pendant la période des réunions.

Des suppléments spéciaux ont été consacrés à l'étude dans des journaux de la région, SUD QUOTIDIEN à Dakar, LE DÉMOCRATE et ANFANI au Niger et SIDWAYA au Burkina.

Une émission régionale radio-télévisée, dénommée FORUM DE L'INTEGRATION a été organisée à quatre reprises avec la PANA. Pendant 52 minutes, tour à tour, le gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, le président du Burkina Faso, le ministre ghanéen de l'Economie et des Finances, l'équipe de l'étude WALTPS ont été interrogés par un panel de journalistes représentant la PANA, AFRICA N°1, CINERGIE, la télévision du Burkina, la télévision du Sénégal, la télévision du Ghana.

Un atelier de présentation des conclusions de l'étude était prévu mais il n'a pu se tenir en raison de la décision de la BAD d'arrêter les engagements. L'idée intéresse toutefois FUTURS AFRICAINS qui cherche un financement pour l'organiser.

Une autre activité n'a pu être organisée. Il s'agissait d'aider le réseau des journalistes constitué pendant le projet à se structurer davantage. Les différents journalistes déjà mobilisés ne se sont jamais réunis. CINERGIE devait contribuer à l'organisation de cette réunion, de sorte que le réseau puisse adopter un programme commun, organiser la production et les échanges. Prévue en novembre, la réunion a dû être reportée parce que beaucoup de journalistes n'avaient pu se libérer. Elle est désormais programmée pour la fin du mois de janvier à Dakar. L'arrêt de CINERGIE va toutefois poser un problème de financement de la réunion. Le seul financement obtenu de l'UNESCO ne suffira plus à la tenue de la réunion.

5.5. Suites de CINERGIE

Comme le comité consultatif l'avait demandé, la période a été mise à profit pour entamer une réflexion sur les suites à donner au projet CINERGIE. Les termes de référence de la mission ont été arrêtés, les consultants, un Sahélien, un Canadien et un Français choisis. Les consultants ont déposé leur rapport. 7

Le rapport tel que rédigé, formule une stratégie visant à faire porter l'action future sur les acteurs de la société civile : producteurs, entreprises, opérateurs commerciaux, syndicats, fonctionnaires, chercheurs, journalistes. Les acteurs de la société civile organisés en réseaux pourront ainsi faire pression sur les responsables des politiques nationales et sur les organisations régionales d'intégration. Le rapport des consultants fait l'option de la mise en place d'un instrument d'appui aux réseaux régionaux autonomes, sous forme d'une fondation.

5.6. Conclusion

Les activités menées durant les derniers mois du projet, s'inscrivent tout naturellement dans le prolongement des travaux

antérieurs et dans le fil des recommandations contenues dans le rapport d'évaluation :

- la diffusion et les débats sur l'étude WALTPS ont contribué à donner une vision d'avenir et une vision régionale aux décideurs ouest-africains et à leurs partenaires extérieurs, notamment une vision réaliste de l'avenir du Sahel au sein de l'espace ouest-africain.
- les dynamiques par sous-espaces (dossier élevage et les relations CILSS-CEDEAO), ont contribué à ancrer les relations institutionnelles positives entre pays voisins (Couloir Central) et entre organismes régionaux (CILSS-CEDEAO).
- la formulation des suites de CINERGIE a tenu compte des recommandations du quatrième comité consultatif à savoir porter l'action sur les acteurs qui ont le plus intérêt à la coopération et à l'intégration régionales. Un document provisoire dont l'objectif final vise la mise sur pied d'un instrument d'appui aux réseaux régionaux sous forme de fondation, a été élaboré. Il fera l'objet d'un examen ultérieur courant premier semestre 1995.

VI. LECONS A TIRER DE LA PHASE EXPERIMENTALE

6.1. Le projet "CINERGIE", né de la dynamique CILSS/Club du Sahel est un projet passionnant mais un projet à très haut risque. Passionnant parce qu'il répondait au diagnostic établi sur les discontinuités des politiques économiques et monétaires des Etats ouest-africains, et leurs conséquences en terme de décalages entre les réalités des échanges et les volontés nationales officiellement affichées.

Projet à très haut risque parce que se situant à une période et dans un contexte de crise des Etats. En effet, les objectifs qui sont assignés au projet exigent des acteurs ouest-africains:

- la prise de conscience chez les décideurs politiques , les acteurs économiques influents, sur l'urgence de prendre en compte les faits, l'extraordinaire dynamisme des échanges informels, dans leurs choix des politiques économiques visant à réduire les conséquences des multiples discontinuités des politiques actuelles essentiellement tournées sur le court terme, la recherche des rentes ;
- la mise en oeuvre des mesures concrètes pour amener les Etats, à mieux asseoir une concertation et une harmonisation des politiques nationales afin de faire évoluer l'interface, entre la région et les marchés mondiaux, en faveur des échanges régionaux ;
- La nécessité d'amener les économies nationales (à travers des réformes de politiques économiques) à renouer avec la croissance qui demeure un préalable pour une dynamique régionale durable visant à rapprocher les acteurs d'intégration, à conquérir le marché régional.

Mais au delà de toutes les pesanteurs endogènes et exogènes qui ont agi sur l'évolution du projet, le projet CINERGIE a eu le mérite d'exister. Certains enseignements sont à tirer de l'expérience de la phase expérimentale :

6.2. Enseignements

6.2.1 La première leçon à tirer, c'est que les acteurs d'intégration économique que sont les Etats, la société civile, les Organisation Inter-Gouvernementales (OIG) et les donateurs, ont

réellement besoin d'une bonne information pour procéder aux bons choix des politiques et d'investissements. Le système d'information géographique, SIG sur le peuplement, les ressources naturelles, l'économie, élaboré dans le cadre de WALTPS ainsi que les différentes études thématiques menées constituent une contribution novatrice pour un dialogue fécond entre les acteurs identifiés.

6.2.2. La deuxième leçon à tirer, c'est qu'un certain nombre de bailleurs de fonds, aussi bien bilatéraux que multilatéraux, sont aujourd'hui acquis à l'idée que l'intégration économique est une voie obligée pour le développement de l'Afrique. Les résultats obtenus par CINERGIE montrent que la conjugaison de leurs efforts avec ceux de la BAD, peut leur offrir un moyen efficace de contribuer à l'intégration économique africaine et leur éviter de mener des actions individuelles cloisonnées et donc sans impact, pour autant que la BAD le souhaite.

6.2.3. La troisième leçon à tirer, c'est que l'intégration économique est un domaine complexe dont tous les facteurs déterminants ne sont pas encore connus malgré l'existence, depuis plusieurs années, de nombreuses organisations intergouvernementales (OIG). Celles-ci ont le mérite de tracer un cadre institutionnel et juridique pour la coopération économique, mais leurs procédures opérationnelles et leurs processus décisionnels sont relativement lourds et ne leur permettent pas d'entreprendre des actions spécifiques et novatrices comme celles ayant trait à l'animation politique, à l'information et à la sensibilisation de l'opinion publique, à l'implication de la société civile par la constitution de réseaux, à l'étude de problématiques de filière économique ou de sous-espaces régionaux etc. De par leur mobilité de réflexion et d'action, des structures comme CINERGIE sont donc utiles pour compléter l'action conventionnelle des OIG.

6.2.4. La quatrième leçon à tirer, c'est que pour réussir, des structures non officielles comme CINERGIE ont besoin de ne pas faire double emploi avec les OIG et d'être acceptées par elles.

Pour celà, les OIG doivent être associées à leurs activités, et même à leur instances de décision comme cela a été le cas avec la participation de la CEDEAO et du CILSS au Comité consultatif de CINERGIE.

6.2.5. La cinquième leçon à tirer, c'est que l'intégration économique ne peut pas être le seul fait d'OIG repliées sur elles-mêmes. Elle doit impliquer la société civile, plus particulièrement les opérateurs économiques qui sont les acteurs de la production et des échanges, les chercheurs qui sont les développeurs de la connaissance et les médias qui sont les vecteurs de l'information et de la sensibilisation.

6.2.6. La sixième leçon à tirer, c'est qu'il existe un grand nombre de chercheurs africains dont l'expertise peut être associée à celle de leurs homologues du Nord pour réaliser les travaux de très grandes qualités, comme ceux de l'étude WALTPS. (35 consultants ouest-africains mobilisés durant la phase expérimentale).

6.2.7. La septième leçon à tirer, c'est que le projet a réussi parce que la Cellule a entrepris beaucoup d'activités qui ont enregistré des résultats positifs et qui entrent dans les tâches qui lui étaient assignées. Mais la non définition d'objectifs précis, quantifiés et programmés dans le temps, n'a pas aidé à l'élaboration de programmes de travail annuels équilibrés et a favorisé, au début du projet, une certaine tendance à la dispersion des efforts. A l'avenir, on doit veiller à ce que dans la formulation de projets similaires, les objectifs soient précis, définis en qualité et en quantité, et délimités dans le temps. Cela en faciliterait l'exécution, la supervision et l'évaluation.

6.2.8. La huitième leçon à tirer, c'est que les pesanteurs endogènes à la dynamique CILSS/CLUB du Sahel ont été sous-estimées au départ. Elles se sont révélées lourdes de conséquences.

Aussi convient-il, pour toute construction future de remplir les préalables suivants :

- lever toute équivoque sur la place et le rôle de CINERGIE et de ses relations avec le CILSS et le Club du Sahel ;
- garder une dimension politique, en particulier en direction de la CEDEAO et des autorités politiques des pays côtiers ;
- travailler dans la durée, en établissant un programme de travail cohérent impliquant sur une base plus égalitaire les trois partenaires (CILSS, Club du Sahel, CEDEAO) autour d'objectifs opérationnels bien définis.

En effet quelles que soient les difficultés dans les relations institutionnelles entre le CILSS, le Club du Sahel, la CEDEAO, il faut persévérer sur cette voie, la Synergie CILSS/Club du Sahel/CEDEAO est incontournable.

6.2.9. La neuvième leçon à tirer ; le piège de la facilité à éviter

La tentation facile, est de poursuivre ce projet en contournant les difficultés institutionnelles, par un recours exclusif à la société civile. Ce serait une erreur, à moins que l'on ne veuille réfléchir que pour le plaisir de contenter quelques experts. Le projet ferait alors son deuil de toute ambition d'instaurer un réel débat avec les décideurs africains et de jouer un quelconque rôle dans la problématique de l'intégration et de la coopération régionales. La clef est dans le dialogue entre l'Etat et la société civile. Les produits de l'étude prospective WALTPS peuvent constituer des sujets de ce dialogue.

L'avenir de CINERGIE peut se profiler suivant plusieurs axes. Mais doré et déjà, devraient être affirmés, d'une part la nécessité d'inscrire le projet dans la durée pour sauvegarder, consolider et élargir ses acquis en faveur de l'intégration économique africaine. En effet, qu'il s'agisse du développement des connaissances, de l'expertise technique ou des réseaux relationnels, après trente mois d'activités, les résultats de la Cellule constituent des acquis qui ont nécessité la mobilisation de ressources importantes et qui doivent être sauvegardés, consolidés et élargis.

VII. BILAN FINANCIER AU 31/12/94

7.1. Situation des fonds mis en oeuvre au titre budget CINERGIE/OCDE

7.1.1. Le dernier rapport d'audit 1993 de CINERGIE, finalisé en avril 1994, a dégagé un disponible réel de **159.799.000 F.CFA** (hors provision) pour le financement des activités de l'Unité courant 1994 (dépenses opérationnelles et de fonctionnement). Voir rapport d'audit 1993, page 10.

7.1.2. Le dernier état financier trimestriel de FACT/BAD au 30 septembre 1994 (cf annexe 3) nous présente un disponible réel de **99.657.386 F.CFA**. Il convient de préciser que l'état financier de FACT/BAD au 30/09/94 est le deuxième depuis le rapport d'audit de M. H. BRUGGEMAN.

Ce disponible nous a permis d'établir un budget prévisionnel des dépenses courant le dernier trimestre 1994, pour un total de **66.037.359 F.CFA** y compris les salaires. Ce budget prévisionnel dégage au 31 décembre 1994, un disponible prévisionnel de **33.620.027 F.CFA** (cf annexe 4).

7.1.3. Ce résultat positif (disponible prévisionnel de 33.620.027 F.CFA) a été obtenu grâce au suivi des recommandations contenues dans le rapport d'audit de M. H. BRUGGEMAN (rigueur budgétaire pour tenir le cap de décembre 1994). Le résultat financier prévisionnel obtenu au 31 décembre 1994 (en terme de disponibilité) reflète cette rigueur.

7.1.4. Les engagements réels à honorer à ce jour 31/12/94, s'élèvent à 17.023.250 F.CFA dont 9.600.000 F.CFA pour les honoraires de consultations et 7.423.250 F.CFA pour les autres engagements (impressions de documents, insertions dans les journaux ...). Voir annexe 005.

7.2. Situation des fonds mis en oeuvre au titre du budget de l'étude prospective WALTPS/CCE

7.2.1. A ce jour, le deuxième devis-programme WALTPS/CCE ajusté, y compris l'avenant de DIAL s'élevant à un total de 206.721.101 F.CFA (157.321.101 F.CFA + 49.400.000 F.CFA) a été exécuté à près de 62%, soit un total de dépenses engagées et payées de 127.190.869 F.CFA au 31/12/94.

Les engagements restant à payer s'élève à 73.385.049 F.CFA y compris le contrat CESD-DIAL de 49.400.000 F.CFA qui a fait l'objet d'un avenant au deuxième devis-programme WALTPS/CCE (cf annexe 6).

Au 30/11/94, l'état financier de l'Unité dégage un disponible non affecté de 6.145.183 F.CFA, soit 3% du montant global alloué au deuxième devis-programme (cf annexe 7).

7.2.2. Le dernier état financier au 31/11/94, arrêté par l'Unité et la dernière demande de remboursement d'un montant de 36.432.965 F.CFA ont été adressés à la CCE le 05/12/94 (cf annexes 6 et 8). Le paiement attendu doit s'effectuer, par ordre de

transfert sur le compte Citibank (comme d'habitude) dans les quarante cinq jours (45j), soit au plus tard le 20 janvier 1995.

7.2.3. Au 31/12/94, sur un montant total de **127.190.869 F.CFA** engagé et payé (soumis à remboursement auprès de la CCE), seulement un remboursement total de **61.396.316 F.CFA** a été effectué par la CCE. Ainsi, la CCE doit rembourser, sous déduction des 25.000.000 F.CFA de la régie d'avance (avance de démarrage du deuxième devis-programme), un montant de **40.794.553 F.CFA** (cf annexe 9).

7.2.4. Le dernier état financier arrêté par FACT/BAD au 30/09/94 (cf annexe 10) nous ressort une situation déficitaire de **24.476.198 F.CFA**. Cela s'explique par le fait que les opérations WALTPS de la période ont été financées sur les fonds propres de la BAD. Cette situation doit ensuite être régularisée par transfert interne dès que le compte Citibank sera approvisionné sur la base des demandes de remboursements.

A ce titre, deux états financiers accompagnés de deux demandes de remboursements ont été adressés à la CCE :

- une de **18.546.594 F.CFA** depuis le 09/11/94 (cf annexe 11);
- et une autre de **36.432.965 F.CFA** depuis le 05/12/94 (cf annexe 8).

7.2.5. A ce jour 31/12/94, il convient de noter que le compte Citibank WALTPS n° 409 383 009 n'a pas varié depuis le 30 septembre 1994. Il porte toujours un solde créditeur de **7.856.189 F.CFA** (cf annexe 12).

7.2.6. Les recommandations contenues dans le rapport d'audit de l'OCDE d'avril 1994 ont été également suivies par l'Unité, s'agissant du budget WALTPS/CCE :

- la mise en place d'une nouvelle organisation de la comptabilité des engagements qui nous a permis de réduire au maximum les erreurs d'imputation budgétaire et même d'éviter les dépassements budgétaires (cf annexe 13).
- les états financiers trimestriels ont été arrêtés par l'Unité et ont fait l'objet d'un rapprochement systématique avec ceux de FACT/BAD (cf annexe 14). Cela nous a permis d'éliminer très tôt d'éventuelles différences et d'éviter que des dépenses concernant CINERGIE soient imputées sur WALTPS et vice versa.

7.2.7. Sur l'ensemble de la contribution de la CCE à l'étude WALTPS (645.000 ECUS) et prenant en compte l'incidence financière de la dévaluation du F.CFA, il est dégagé un disponible prévisionnel de 146.679.947 F.CFA à l'issue du deuxième devis-programme. Ce disponible est prévu pour le financement des opérations du troisième devis-programme qui a été discuté et accepté par la CCE (cf annexe 15).

7.3. Situation des fonds mis en oeuvre au titre de la contribution belge à l'étude WALTPS

7.3.1. Pour ce qui concerne le financement belge, attribué à l'étude WALTPS (7.000.000 FB , soit US\$ 200.000), seulement 23.273.762 F.CFA (soit 23,27% de la contribution totale) ont été engagés et dépensés et ce, dans le cadre du financement de la réunion de présentation de l'étude WALTPS (réunion de fin de deuxième boucle) tenue à Ouagadougou, du 26 au 29 septembre 1994.

7.3.2. Vous trouverez en annexe 16, le rapport financier de la dite réunion et l'état financier au 31/12/94 du budget WALTPS/Belgique.

7.4. Synthèse et vue d'ensemble des fonds mis en oeuvre, leur utilisation et les soldes disponibles / en FF

Au vue de l'ensemble des chiffres exposés précédemment, nous pouvons établir une situation financière globale de l'ensemble du projet CINERGIE à la date du 31 décembre 1994 (cf annexe 17) :

Ainsi, sur un total de **13.660.192 FF** de crédits autorisés, **11.089.931 FF** ont été utilisés, soit un taux d'utilisation de 81,18%. La somme des soldes disponibles pour le compte de l'Unité CINERGIE s'élève à **2.570.261 FF** (soit 257.026.100 F.CFA). Voir annexe 17.

ANNEXE I

ETUDE DES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

PRESENTATION DES DOCUMENTS DE TRAVAIL

La synthèse de l'étude WALTPS a eu comme base les 20 documents de travail thématique dont la liste est ci-jointe.

D'autres documents importants, tels que :

- compte rendu du Comité Scientifique qui s'est tenu à Bruxelles du 17 au 19 janvier ;
- note sur les implications concrètes de l'étude ;

ont alimenté la synthèse générale.

A tous ces documents de base s'ajoutent les études de cas nationales, l'Atlas et les cartes thématiques.

ANNEXE I

ETUDE DES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

PRESENTATION DES DOCUMENTS DE TRAVAIL

La synthèse de l'étude WALTPS a eu comme base les 20 documents de travail thématique dont la liste est ci-jointe.

D'autres documents importants, tels que :

- compte rendu du Comité Scientifique qui s'est tenu à Bruxelles du 17 au 19 janvier ;
- note sur les implications concrètes de l'étude ;

ont alimenté la synthèse générale.

A tous ces documents de base s'ajoutent les études de cas nationales, l'Atlas et les cartes thématiques.

I RESUMES DES DOCUMENTS DE TRAVAIL N°1 A 20.

Document de travail n°1.

SAH/D(93)402

Document de synthèse à l'issue de la première phase des travaux. Ouvrage collectif. Décembre 1992. 124 pp + annexes. Version anglaise disponible.

Synthèse des six premiers mois de travail, ce texte reste essentiellement exploratoire. Après une analyse des dynamiques de peuplement et de structuration de l'espace, il présente une première esquisse d'image régionale à long terme caractérisée par une forte croissance démographique, la poursuite du basculement du peuplement de l'intérieur vers les côtes et la concentration des flux migratoires vers un nombre limité de pays.

Document de travail n°2.

SAH/CR(93)80

Résumé des conclusions à l'issue de la première phase et compte rendu de la présentation des travaux (Abidjan 18-19 janvier 1993. 18 pp. Version anglaise disponible.

Document de travail n°3

SAH/D(93)403

Echanges et espace en Afrique de l'Ouest. J.O IGUE et B.G SOULE. Février 1992. 60 pp + annexes.

Vaste région de près de 7 millions de km², l'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui segmentée en 16 Etats dont la plupart ne sont pas des espaces économiques fonctionnels. Cette fragmentation politique artificielle est largement contredite par une forte intégration commerciale. Basée sur une description et une analyse des déterminants de ces échanges régionaux (poids de l'histoire, disparités des politiques économiques et monétaires...), l'étude analyse leur impact sur la structuration de l'espace régional et les opportunités qu'ils pourraient constituer dans le cadre d'un aménagement global de l'espace ouest-africain.

Document de travail n°4.

SAH/D(93)404

L'influence des marchés sur la distribution des populations rurales dans l'espace ouest-africain. B. NINNIN. Juillet 1993. 29 pp + annexes. Résumé en anglais avec cartes disponible.

Les outils mis à la disposition de la géographie quantitative ont singulièrement évolué au cours de la dernière décennie. Ils offrent désormais des possibilités réelles pour la prise en compte de la dimension spatiale de l'économie, en particulier en milieu rural. L'objet de cette note est de présenter l'approche par les "tensions de marchés" mise au point dans le cadre de l'étude WALTPS. Les tensions de marché peuvent être définies comme une représentation de l'attraction que doivent exercer les marchés (urbains et/ou internationaux) sur les zones de production pour satisfaire leur demande. L'intérêt de cette approche est de fournir un indicateur composite prenant simultanément en compte le poids des différents marchés, la proximité de ces marchés, les coûts de franchissement des distances, les différentes conditions de l'offre de surplus commercialisables, les effets de concurrence entre les marchés dans l'allocation de ces surplus et la concurrence des produits importés. Des cartes présentent les tensions de marchés telles qu'elles résultent du modèle pour des paramètres actualisés à la situation des années 1960 et 1990 et pour 700 marchés dans la région.

Document de travail n°5.

SAH/D(93)405

Modélisation des flux d'échanges extérieurs internationaux 1970-90 (effets structurels, inclinaisons spécifiques) et analyse des modèles d'ouverture en Afrique de L'Ouest. J.D NAUDET (DIAL). Février 1993. 33 pp + annexes.

L'étude a pour objet de construire et d'analyser un modèle économétrique explicatif des comportements mondiaux d'échanges extérieurs en fonction de paramètres structurels caractéristiques des pays. Elle tente d'apporter un éclairage sur deux thèmes précis : 1) cerner les liens entre dimension et/ou population d'un pays et degré d'ouverture aux échanges extérieurs et 2) définir des niveaux théoriques (ou potentiels) d'échanges entre pays, destinés à servir de base prospective ou à appréhender les échanges extérieurs de régions (regroupement ou divisions de pays). L'Afrique de l'Ouest fait ensuite l'objet d'un exemple d'analyse de la spécificité du comportement d'ouverture d'une région. Cette analyse montre notamment que l'Afrique de l'Ouest, considérée dans son ensemble, ne semble pas présenter de caractéristiques spécifiques quant au niveau de ses exportations et de ses importations, compte tenu de ses paramètres de dimension, de richesse et de prix intérieurs.

Document de travail n°6.

SAH/D(93)406

Peuplement et économie en Afrique de l'Ouest. J.D NAUDET. Novembre 1992. 51 pp + annexes.

L'objet de ce travail est, dans un premier temps, d'essayer d'appréhender l'économie réelle de la région par le recoupement de différentes bases de données internationales et d'informations issues des pays d'Afrique de l'Ouest. Les résultats de cette analyse sont ensuite "relus" à travers deux visions démo-économiques volontairement contrastées (et polémiques) : la ville prédatrice, d'un poids trop important, qui fausse les phénomènes de régulation naturelle avec la campagne et qui génère dépendance alimentaire et chômage, et la ville structurante qui, même si elle est porteuse de déséquilibres, crée une demande solvable et structure son hinterland.

Document de travail n°7.

SAH/D(93)407

Modélisation démo-économique des pays en voie de peuplement. J.D NAUDET. Janvier 1993. 33pp.

En Afrique de l'Ouest, la population est le plus souvent étrangement absente de la modélisation et donc de la réflexion économique. Les modèles de demande ignorent l'influence des phénomènes démographiques. Quant aux modèles d'offre, ils présupposent, le plus souvent à juste titre, que l'offre de travail est illimitée, et désamorcent donc la relation démo-économique. L'étude explore des voies de recherche pour intégrer la croissance de la population ainsi que l'évolution de sa répartition dans l'espace, dans des modèles économiques de demande. Elle se base d'une part sur l'idée que la distribution de la population joue un rôle dans les comportements économiques. Elle part également de l'hypothèse que les mouvements de population ont principalement pour fonction et déterminant de répartir les évolutions de revenu entre les différentes composantes de la société. Ils ont donc un rôle régulateur (multiplicateur ou atténuateur) des chocs endogènes et exogènes que subit l'économie.

Document de travail n°8.

SAH/D(93)410

Analyse démo-économique rétrospective et esquisse d'image démo-économique à long terme de la région Afrique de l'Ouest. J.M COUR. Janvier 1994. 80 pp + annexes. Version anglaise disponible.

Du fait de l'insuffisance des statistiques de base, les comptes nationaux des pays d'Afrique de l'Ouest fournissent une image incomplète et déformée de la réalité. Ce travail se propose de fournir une deuxième image différente et complémentaire, également incomplète et déformée, utilisant le cadre de la comptabilité démo-économique.

Après un rappel méthodologique sur la construction et la portée des matrices de comptabilité sociale (MCS), l'auteur propose un essai de diagnostic d'ensemble des performances démo-économiques de la région entre 1960 et 1990. Cette analyse démo-économique met en évidence des éléments porteurs d'avenir qui pourraient déboucher sur une nouvelle phase de croissance économique accélérée et soutenable. Il s'agit d'une accumulation très importante de capital (essentiellement privée), de l'émergence significative de marchés intérieurs et régionaux liée à l'urbanisation et de la décélération structurelle du rythme de redistribution de la population qui devrait en faciliter la gestion. A l'inverse, la région est soumise à de fortes contraintes comme la dette, sa marginalisation des marchés mondiaux, la fatigue de l'aide, le découragement des élites etc. C'est sur ces bases positives et négatives que l'auteur construit une image possible de l'Afrique de l'Ouest à l'horizon 2020.

Document de travail n°9.

SAH/D(93)411

Eléments de vision économique prospective, l'Afrique de l'Ouest à l'horizon décennal. J.D NAUDET (DIAL). Novembre 1993. 62pp. Version anglaise disponible.

Fixée sur un horizon décennal, l'étude laisse aux dynamiques actuellement engagées un fort pouvoir d'orientation de l'avenir. Quelles sont ces dynamiques ? Un développement remarquable du secteur informel, un secteur moderne en forte récession, une croissance extensive, sans gain de productivité, une économie basée sur l'extérieur, le commerce et les logiques rentières. Au total cependant, une croissance économique globale qui a néanmoins réussi à suivre la croissance démographique et à s'adapter à la structuration du peuplement. Après avoir présenté les tendances lourdes de l'économie mondiale et de l'Afrique de l'Ouest, l'auteur propose trois scénarios à dix ans. Un scénario tendanciel basé sur l'extraversion et les rentes dans lequel le Nigeria renforce nettement son poids dans l'économie régionale alors que la communauté internationale se désengage. Un scénario "pluri-polaire" dans lequel les pays disposant des potentiels les plus importants s'engagent dans des politiques d'ajustement à long terme avec l'appui fortement conditionné de la communauté internationale. Enfin, en plus forte rupture avec les tendances actuelles, un scénario d'intégration régionale, basé sur l'intégration économique et monétaire et pariant sur le développement des productions et des échanges régionaux.

Document de travail n°10.

SAH.D(93)412

L'urbanisation en Afrique de l'Ouest : mécanismes et logiques.

M. Arnaud. Décembre 1993. 30 pp + annexes. Version anglaise disponible.

L'étude décrit le phénomène d'urbanisation ouest-africain qui, entre 1960 et 80, a été trois fois plus rapide que celui de l'Europe au plus fort de la révolution industrielle. Cette rapidité explique la structure et l'occupation de l'espace ainsi que la prédominance du mode de production informel "lieu" d'accueil privilégié des nouveaux migrants. La ville détermine également une structuration sociale particulière où la "proximité du pouvoir" demeure le mode majeur d'enrichissement individuel et collectif. La satisfaction des besoins essentiels, la gestion de l'espace urbain, l'activité économique et les changements sociaux, sont abordés à la fois dans leur dynamiques et dans leurs adaptations à la crise économique des années 80.

Document de travail n°11.

SAH/D(93)413

L'influence des marchés sur l'organisation spatiale de l'activité agricole dans l'espace ouest-africain. B. NINNIN. 54 pp + annexes. Version anglaise disponible.

L'utilisation de l'indicateur des tensions de marchés avait permis, entre autre, de montrer que la distribution de la population rurale dans l'espace est largement influencée par le poids et la localisation des marchés (document de travail n°4). Cette relation empirique est confortée par la mise en relation des tensions de marchés avec les informations spatialisées sur les productions agricoles et le peuplement. Au delà de cette confirmation, qui met également en évidence la spécificité de certaines zones de production, l'étude se propose d'établir une mesure des phénomènes de structuration spatiale de l'agriculture par les marchés et définit les possibilités d'utilisation de cette mesure pour la construction d'une image à long terme.

Document de travail n°12.

SAH/D(93)414

Performances du secteur agricole et redistribution de la population en Afrique de l'Ouest. J.M COUR. Décembre 1993. 33 pp + annexes. Version anglaise disponible.

Entre 1930 et 2030, la population de l'Afrique de l'Ouest aura été multipliée par 10 et la population urbaine par 100. C'est à travers le prisme de cette fantastique dynamique de peuplement que sont analysées les performances agricoles de la région au cours des trente dernières années. Il est vrai que globalement, les bilans alimentaires régionaux se sont progressivement dégradés, traduisant un décalage d'adaptation de la production à la demande de l'ordre de trois ans. Mais il apparaît également que, contrairement à des idées répandues, les habitudes alimentaires urbaines n'ont pas évoluées vers une extraversion croissante et que la région est, après le reste de l'ASS, la région du monde où les importations alimentaires par tête sont les plus faibles. Par contre, les échanges intra-régionaux, très mal connus, sont semble-t-il très inférieurs aux normes mondiales. Reste que le modèle de croissance agricole par la demande intérieure a fonctionné imparfaitement; l'analyse de ce problème est abordée à travers quatre grands thèmes : impact de la demande urbaine sur l'agriculture, contreparties offertes par le milieu urbain au milieu rural, intensification agricole et environnement macro-économique.

Document de travail n°13.

SAH/D(93)415

Description du peuplement en Afrique de l'Ouest, commentaire de la base de données. B. KALASA. Décembre 1993. 124 pp + annexes.

Le document commente la base de données démographique constituée dans le cadre de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest : une dynamique démographique sans précédent dans l'histoire, une urbanisation rapide mais relativement équilibrée, une forte hétérogénéité du peuplement rural, des flux migratoires intenses etc... Le document présente également des extraits de cette base de données portant sur les 19 pays étudiés (effectifs totaux, urbains et ruraux 1930-2020, taux de croissances, migrations internes...) ainsi que quelques tableaux de synthèse régionale.

Document de travail n°14.

SAH/D(93)421

Etats, frontières et dynamiques d'aménagement du territoire en Afrique de l'Ouest. J.O IGUE et B.G SOULE. Décembre 1993. 74 pp + annexes.

Comment les cadres territoriaux issus du partage colonial ont-ils été aménagés ? Le document passe en revue le cadre institutionnel des politiques d'aménagement et dresse le bilan des équipements (communications, éducation, santé, agriculture, industrie...) des pays de la région. A quelques exceptions près, ce diagnostic met en exergue,

l'inconsistance de ces politiques, souvent mal formulées, dénuées de moyens et basées sur des cadres spatiaux inadéquats. Cette inadéquation du cadre territorial des politiques explique le développement de dynamiques d'aménagement spontanées comme les réseaux de marchés où les espaces frontaliers. La nécessité de repenser l'aménagement du territoire est donc à l'ordre du jour; les auteurs avancent quelques pistes, en particulier la définition des politiques sur la base de régions cohérentes du point de vue écologique et culturel, fondamentalement différentes des unités administratives dont l'existence répond plus à une logique d'encadrement que de développement.

Document de travail n°15.

SAH/D(93)417

Les conséquences démographiques de l'épidémie de VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest. J.J GABAS, M. POSTEL et B. KALASA. Décembre 1993. 23 pp + annexes.

Comme dans beaucoup d'autre domaines, les connaissances sur l'étendue de l'épidémie de SIDA en Afrique est limitée. Ce que l'on sait en revanche avec certitude, c'est que, contrairement aux autres régions du monde, le mode de transmission en Afrique est majoritairement hétérosexuel. Il est donc acquis que son impact démographique sera sans doute plus important qu'ailleurs.

Document de travail n°16.

SAH/D(94)...

Les mutations sociales en Afrique de l'Ouest : diagnostic et perspectives. M. DIOUF. Décembre 1993. 18 pp.

Ce document résume et commente les conclusions d'une réunion tenue à Dakar du 16 au 18 novembre 1993, sur le thème des changements politiques et sociaux en Afrique de l'Ouest. Il aborde en particulier la nécessité de repenser l'Etat africain sur la base d'une réelle décentralisation, d'une véritable culture publique et démocratique et de la définition d'une citoyenneté plus responsable.

Document de travail n°17.

SAH/D(94)424

Les choix de localisation des infrastructures routières en Afrique de l'Ouest. B. NINNIN. Janvier 1994. 37 pp + annexes.

Il est admis que la route contribue au développement économique en diminuant les coûts de transport entre lieux de production et de consommation. L'objet de cette note est d'établir les liens de corrélation entre d'une part l'indicateur théorique des "tensions de marchés" (document de travail n°4) et d'autre part un indicateur de qualité du réseau routier : la densité de capital investi dans les routes principales. Cét exercice montre que le réseau routier ouest-africain s'est développé essentiellement pour répondre aux besoins grandissants d'acheminement de la production agricole vers les marchés; les écarts importants entre les niveaux d'équipement des pays de la région s'expliquant par les écarts tout aussi importants entre les besoins de transport pour l'approvisionnement des marchés de ces différents pays.

Document de travail n°18.

SAH/D(94)...

Reprofilier l'Etat Africain démocratique. A BOURGI, P.H CHALVIDAN, E FALL et P WEISS. Novembre 1993. 20 pp.

La note présente les réflexions du groupe de travail mis en place par la cellule CINERGIE sur les mutations politiques et sociales de l'Afrique de l'ouest. Entre 1960 et 1990, seule l'île Maurice avait expérimenté une alternance politique démocratique en Afrique; la centaine de changements de pouvoir ayant été le fait de coups d'Etat. Or, depuis 4 ans,

ce principe d'alternance démocratique a touché 1 pays africain sur 5! Pour autant, la gouvernance démocratique ne semble pas capable, dans la plupart des cas, d'affronter simultanément les pressions financières et les revendications immédiates régionalistes et catégorielles. D'où la nécessité de repenser l'Etat démocratique de demain (document de travail n°16).

Document de travail n°19.

SAH/D(94)...

Etude des potentialités hydro-agricoles; rapport intérimaire de synthèse des ressources en eau de surface et souterraines. SENAGRHY. Octobre 1993. 81 pp.

Première étape d'un exercice de spatialisation, le rapport présente dans une première partie, une synthèse globale -sans référence aux frontières d'Etat- des ressources en eau de surface et souterraines. La deuxième partie détaille, pour chacun des 19 pays étudiés, les éléments généraux présentés dans la première partie.

Document de travail n°20.

SAH/D(94)...

Etude des potentialités hydro-agricoles : représentation spatiale des ressources en eau. SENAGRHY. Décembre 1993. 6 pp + annexe.

La note présente les cartes des ressources en eau de la région (document de travail n°19). Ces ressources sont classées en nappes généralisées (ou aquifères continus) et en nappes discontinues. Elles sont d'autre part sériées selon leurs caractéristiques et possibilités hydrauliques, en tenant compte des valeurs de leurs ressources renouvelables; de leurs réserves statiques et des débits mobilisables.

II LISTE DES ETUDES DE CAS NATIONALES.¹

Sénégal.

- Les villes sénégalaises. Momar C. DIOP, Amadou DIOP. Décembre 1993.
- Les Villes sénégalaises. Compte rendu de la réunion de Dakar, Décembre 1993.

Nigeria.

- Population, space and development in Nigeria. Summary of the Lagos Workshop. Jibrin IBRAHIM. November 1993.
- Population, space and development in Nigeria. The Southwestern case. J.A. ARIYO. November 1993.
- Population Dynamics in Eastern Nigeria and their Socio-Economic and Political Consequences. A.O. OLUKOSHI. B.AHONSI.
- The History and Contemporary Trends in Nigeria. Rural-urban migration and Urbanization. D.J. ABIN, A.Bello University, Zaria Nigeria. August 1993.
- Population and Socio-Economic Change in Southeastern Nigeria. B. AHONSI / A. OLUKOSHI.
- The Southwestern Nigeria Case Study. A. MOMOH. Lagos State University.
- Population Change and Socio-Economic Processes in the Nigerian Middle Belt. Z.A. BONAT, A. Bello University.
- Population, Space and Development in Northern Nigeria. J. IBRAHIM.

Ghana.

- Structure and growth prospects of the economy of Ghana from a demoeconomic perspective. N.K. SOWA, December 1993.
- A study of urban-rural linkages in Ghana. S.T. ADDO, K. ADARKWA, November 1993.
- Regional development and land use in Ghana. G. BOTCHIE, December 1993.
- Regional integration issues in Ghana. K.A. NINSIN, J. BOK ABBAN, December 1993.
- Population dynamics, urbanization and migration in Ghana. J.S. NABILA, A.F. ARYEE, November 1993.

Mali.

- Mouvement des populations et spatialisation de l'économie. S. DIARRA, B. SACKO, November 1993
- Les relations villes - campagne au Mali. B. SANOGO, Janvier 1994.
- Aperçu sur les tendances lourdes de l'histoire. Analyse demo-économique du nomadisme. Décembre 1993.
- Les politiques d'aménagement du territoire. Ousmane M. DIALLO. Novembre 1993.

Burkina Faso.

- Etude de cas national. Document de synthèse.

¹Cette liste ne reprend que les drafts actuellement parvenus au secrétariat du Club du Sahel et à la cellule CINERGIE. D'autre part, certains des textes devraient faire l'objet de synthèses et être regroupés dans un même document.

III LISTE DES PRINCIPALES CARTES.²

POPULATION ET PEUPLEMENT.

DECOUPAGE TERRITORIAL DE L'AFRIQUE DE L'OUEST.

Document de travail n°14, p 45.

Etats, frontières et dynamiques d'aménagement...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

LES QUATRES GRANDES ZONES DE PEUPLEMENT.

Document de travail n°13, p 29.

Description du peuplement...

B. KALASA.

LES CINQUANTE PLUS GRANDES VILLES DE LA REGION EN 1990.

Document de travail n°13, p 125.

Description du peuplement...

B. KALASSA.

RESEAUX URBAINS EN AFRIQUE DE L'OUEST.

Document de travail n°14, p 51.

Etats, frontières et dynamiques d'aménagement...

J.O IGUE, B.G. SOULE.

DENSITES DE POPULATION RURALE EN 1960.

Document de travail n°4, pp 14 et 15.

L'influence des marchés sur la distribution...

B. NINNIN.

DENSITES DE POPULATION RURALE EN 1990.

Document de travail n°4, pp 22 et 23.

L'influence des marchés sur la distribution...

B. NINNIN.

TAUX DE PREVALENCE HIV1 ET HIV2.

(population urbaine à haut et à faible risque).

Document de travail n°15, pp 7 à 10.

Les conséquences démographiques de l'épidémie de SIDA...

JJ. GABAS, M. POSTEL, B. KALASA.

INFRASTRUCTURES.

RESEAU D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT EN 1960 ET 1990.

Document de travail n°4, pp 35 et 36.

L'influence des marchés sur la distribution...

B. NINNIN.

²Cette liste n'est pas exhaustive. Voir notamment les très nombreuses cartes des documents de travail n°4, 11 et 17 (B. NINNIN). Par ailleurs, certaines cartes se trouvent dans plusieurs documents; le document cité est, en règle générale, le document initial.

APPARITION DU RESEAU GOUDRONNE.

Document de travail n°4, p 37.
L'influence des marchés sur la distribution...
B. NINNIN.

RESEAU ROUTIER EN 1960, 68, 78, 84, et 89.

Document de travail n°17, pp 4, 6, 8, 10 et 12.
Les choix de localisation des infrastructures...
B. NINNIN.

INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION ET EQUIPEMENTS PORTUAIRES.

Document de travail n°14, p 63.
Etats, frontières et dynamiques d'aménagement...
J.O. IGUE, B.G. SOULE.

INFRASTRUCTURES DE SANTE ET D'EDUCATION.

Document de travail n°14, p 54.
Etats, frontières et dynamiques d'aménagement...
J.O. IGUE, B.G. SOULE.

AGRICULTURE.**APTITUDES AGRO-CLIMATIQUES.**

Document de travail n°4, p 39.
L'influence des marchés sur la distribution...
B. NINNIN.

RESSOURCES EN EAU SOUTERRAINE.

Document de travail n°20, p 2.
Etude des ressources hydro-agricoles...
SENAGRHY.

ESTIMATION DES SUPERFICIES AGRICOLES UTILES.

Document de travail n°4, p 9.
L'influence des marchés sur la distribution...
B. NINNIN.

RENDEMENTS ET PART DE LA SUPERFICIE AGRICOLE UTILE.

(mil, sorgho, maïs, riz, blé, soja, légumineuses, igname, manioc, arachide, coton, café, cacao.

Document de travail n°11, annexe B, pp vi à xii.
L'influence des marchés sur l'organisation spatiale...
B. NINNIN.

PART DE LA SUPERFICIE AGRICOLE UTILE.

(autres céréales, autres racines et tubercules, noix de coco, hevea, canne à sucre, palmier à huile, banane, fruits, légumes).

Document de travail n°11, annexe B, pp xiii à xv.
L'influence des marchés sur l'organisation spatiale...
B. NINNIN.

PRODUCTION DE CALORIES VEGETALES EN 1990.

(rapportée à la population agricole).

Document de travail n°11, p 35.
L'influence des marchés sur l'organisation spatiale...
B. NINNIN.

SURPLUS DE CALORIES VEGETALES EN 1990.

(rapportés à la superficie totale).

Document de travail n°11, p 19.

L'influence des marchés sur l'organisation spatiale...

B. NINNIN.

COMMERCE.**TENSIONS DE MARCHE EN 1960.**

Document de travail n°4, p 7.

L'influence des marchés sur la distribution...

B. NINNIN.

TENSIONS DE MARCHE EN 1990.

Document de travail n°4, p 21.

L'influence des marchés sur la distribution...

B. NINNIN.

TPOLOGIE DES ESPACES FRONTALIERS EN AFRIQUE DE L'OUEST.

Document de travail n°14, p 12.

Etats, frontières et dynamiques d'aménagement...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

ETATS ET ROUTES COMMERCIALES DU 8° AU 16° SIECLE.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

ENTITES POLITIQUES ET ROUTES COMMERCIALES DU 16° AU 19° SIECLE.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

FLUX DE BETAIL ET DE COLA.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

FLUX DE CEREALES LOCALES.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

FLUX DE TUBERCULES ET DE LEGUMINEUSES.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

FLUX DE PRODUITS MARAICHERS ET DE FRUITS.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

FLUX DE PRODUITS AGRICOLES DE RENTE.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O.IGUE, B.G. SOULE.

FLUX DE PRODUITS MANUFACTURES NATIONAUX.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

FLUX DE REEXPORTATION.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

ESPACES D'ECHANGES.

Document de travail n°3, annexe 2.

Echanges et espaces...

J.O. IGUE, B.G. SOULE.

ANNEXE II

DYNAMIQUE SOUS-REGIONALE : CILSS/CINERGIE/CEDEAO

ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

ECOWAS

HEADQUARTERS:
6, KING GEORGE V ROAD,
P. M. B. 12745
LAGOS (NIGERIA)
TELEPHONE: 636839, 636841, 636064, 630398
SECRETARIAT



CEDEAO

SIEGE:
6, KING GEORGE V. ROAD
P. M. B. 12745
LAGOS (NIGERIA)
TELEPHONE: 636839, 636841, 636064, 630398
SECRETARIAT

Ref. No. ECW/REL/8

Lagos 21 Novembre 1994

Monsieur le Chef de l'Unité Cinergie
Banque Africaine de Développement
(B. A. D.)
B.P. 1387
ABIDJAN.
COTE-D'IVOIRE.

OBJET: Rapport de la réunion CILSS/CEDEAO
tenue le 11 Mars 1994 à Lagos

Cher Monsieur,

J'accuse réception du rapport de notre rencontre de
Mars 1994 que je viens de signer.

En retour je vous adresse ci-joints deux (2) exemplaires
originaux en attendant la mise en place de dispositions
nécessaires à la mise en oeuvre des recommandations de notre
rencontre.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de l'Unité Cinergie
l'assurance de ma considération distinguée.

Le Secrétaire Exécutif,

Amitiés,

Edouard BENJAMIN.

PJ: 2 Exemplaires

CILSS

CEDEAO

CINERGIE



**COMPTE-RENDU DE LA REUNION
CILSS/CEDEAO
TENUE A LAGOS LE 11 MARS 1994**

Mars 1994

I. INTRODUCTION

Une réunion de première prise de contact entre les Secrétariats Exécutifs de la CEDEAO et du CILSS a eu lieu le Jeudi 11 Mars 1994 à Lagos. La mission du CILSS était conduite par Madame CISSE Mariam Kaïdama SIDIBE, et comprenait Messieurs BRAH Mahamane et Dramane COULIBALY respectivement Chef de l'Unité CINERGIE à la BAD et Responsable du Programme de Coordination des Politiques Agro-alimentaires au CILSS. Monsieur Boubacar BA, Secrétaire Exécutif Adjoint chargé des Questions Economiques, a également participé à la réunion.

Cette rencontre avait pour objet de jeter les bases d'un cadre de renforcement de la coopération entre les deux Institutions qui visent des objectifs complémentaires voire similaires, notamment dans les domaines de la **Sécurité Alimentaire** et la **Gestion des Ressources Naturelles**.

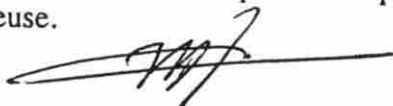
Ses objectifs spécifiques étaient :

- a) d'échanger les informations sur les programmes en cours au niveau des deux Institutions, sur les modes de fonctionnement, sur les perspectives ;
- b) d'ouvrir le débat sur la problématique future de la région ;
- c) d'identifier les points de convergences et de divergence dans la perception des grandes pesanteurs qui freinent la promotion de la coopération et de l'intégration régionales ainsi que les domaines recelant des possibilités d'actions communes et concertées ;
- d) de tracer les grands axes d'une plate-forme opérationnelle de collaboration, de concertation et d'attentes réciproques.

II. DEROULEMENT DE LA REUNION

2.1. Monsieur Edouard BENJAMIN, Secrétaire Exécutif de la CEDEAO, dans son introduction liminaire, a vivement remercié Madame CISSE d'avoir accepté son invitation à cette réunion de concertation entre les deux Institutions. Il a mis l'accent sur le rôle de la promotion de l'éducation et de la lutte contre la désertification dans les programmes que la Région Ouest-Africaine gagnerait à mettre en oeuvre, dans le long terme, pour redynamiser l'intégration régionale. Il a en outre fait part de la totale disponibilité de son Institution à oeuvrer avec toutes les OIG, le CILSS en particulier, pour plus d'efficacité et de chance de réussite.

2.2. Madame CISSE a placé la rencontre sous le signe de la relance des relations CILSS/CEDEAO dans un état d'esprit à la fois ouvert, critique et constructif. Elle a par ailleurs mis l'accent sur un certain nombre de questions qui pourraient rendre cette coopération mutuellement avantageuse.



En effet, depuis quelques années, la réflexion conceptuelle et stratégique du CILSS sur l'avenir du Sahel dans la région Ouest-Africaine a évolué vers des sous-espaces fonctionnels et dynamiques qui dépassent la Zone Sahélienne et toute autre délimitation géographique figée. C'est ainsi que le Séminaire de Lomé (1989) sur les échanges régionaux a mis en évidence l'importance des échanges de produits agricoles et de l'élevage entre pays côtiers et pays sahéliens, et le rôle que jouent ces échanges dans la sécurité alimentaire des pays du CILSS.

Il devenait alors évident que les "espaces de concertation" ne devaient pas être cherchés seulement dans la zone CILSS, mais bien plutôt dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, les travaux entrepris ont permis d'identifier au sein de la grande Région Ouest-Africaine des groupes de pays entre lesquels les relations sont particulièrement développées et qui semblent constituer des espaces pertinents pour chercher des équilibres nouveaux. Ces sous-espaces sont actuellement utilisés comme espaces fonctionnels d'étude et de recherche de solutions conjointes aux problèmes des pays, permettant à terme une plus grande cohérence des politiques nationales et un réaménagement collectif de l'interface entre marchés locaux et marché mondial.

En outre, ces travaux ont mis en évidence la réalité factuelle de la dimension régionale des politiques nationales et de la dimension nationale des problématiques régionales, poussant ainsi les autorités politiques sahéliennes à demander au CILSS de contribuer à la construction de l'intégration régionale notamment en permettant une meilleure insertion du Sahel dans l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit de capitaliser les acquis à l'aide de méthodes de travail plus performantes permettant de tirer avec les décideurs politiques les conséquences opérationnelles des travaux réalisés ou à mener, mais surtout de constituer des mécanismes de suivi durables et consensuels capables d'appréhender au fur et à mesure l'évolution des enjeux de développement de la région et relancer la réflexion prospective.

Aussi, selon Madame CISSE, il est fondamental que le CILSS et la CEDEAO se rapprochent davantage pour maximiser leurs complémentarités, voire réduire les divergences et les nuisances à la coopération et à l'intégration régionales.

Dans ce contexte, la CEDEAO dont la tâche primordiale est de promouvoir la coopération entre les Etats et leur intégration progressive en vue d'un développement harmonieux dans tous les domaines, devrait, pour plus d'efficacité et de pertinence de ses actions en matière de sécurité alimentaire collective et de gestion rationnelle des ressources naturelles, chercher à fertiliser la spécificité et les acquis du CILSS.

En effet, l'évolution de la connaissance dans ces domaines due aux travaux du CILSS couplée au long processus de sensibilisation entrepris est le fruit d'énormes investissements en temps et en ressources humaines et financières. La mise à contribution de cette expertise technique et de cette expérience permettra à la Communauté d'une part, d'éviter la duplication et d'autre part, de faire l'économie des opérations tests et de réductions des nombreux obstacles qui jalonnent le processus proprement dit de réflexion et de sensibilisation dans les pays.

La CEDEAO interviendra alors comme facilitateur afin de permettre au CILSS de mieux intégrer la dimension régionale dans ses travaux sur les politiques de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles en travaillant avec les pays CEDEAO non-membres du

CILSS mais, dont les politiques influent sur celles des sahéliens. Ce qui permettra au CILSS de servir, à travers ses "Programmes Majeurs Politiques" et CINERGIE, de réceptacle régional pour les nombreuses initiatives cloisonnées en cours et de créer du coup entre elles une synergie facilitant la concertation et la coordination : gage de la pérennisation des réflexions et leurs transformations en actions concrètes.

En guise d'information, elle a donné un bref aperçu du processus de restructuration du CILSS en cours depuis 1991 et qui a permis de réaliser un audit financier élargi à un audit organisationnel. Les deux audits ont préconisé des mesures permettant au plan structurel la mise en place de :

- . un noyau central composé d'une équipe légère mais dynamique et très compétente et comprenant le Secrétaire Exécutif entouré des quatre Conseillers Techniques (Sécurité Alimentaire, Gestion des Ressources Naturelles, Planification et Communication), un Responsable Administratif et Financier et un Contrôleur Interne, les Directeurs Généraux des deux Institutions Spécialisées (l'Institut du Sahel et l'AGRHYMET).
- . six (6) Programmes Majeurs : Politique de sécurité alimentaire, politique de gestion des ressources naturelles, information, formation, population-développement, recherche agro-socio-économique.
- . des outils de gestion performants.

2.3. Monsieur BRAH Mahamane, Chef de l'Unité CINERGIE, abordant l'objet de la rencontre dans le même sens que Madame CISSE, a mis l'accent sur son caractère symbolique et insisté sur l'esprit qui anime les deux Secrétaires Exécutifs en terme de nécessité de dépasser les visions étiquées et de concentrer exclusivement les efforts sur l'avenir des populations de la région.

En effet, depuis la création des deux Institutions, cette rencontre est la toute première qui réunit les deux responsables. Ainsi, en félicitant particulièrement Madame CISSE d'avoir accepté de faire le déplacement, Monsieur BRAH a émis le vœux de voir se créer entre les deux Secrétaires Exécutifs une complicité positive.

Dans le contexte actuel, il n'y a pas selon lui d'autres choix pour la survie des Etats que de s'intégrer. Mais des préalables existent qui sont entre autres :

- . l'existence de politiques nationales réalistes pour favoriser la croissance économique ;
- . la sécurité collective.

Au-delà de ces préalables, la nécessité s'impose de créer une communauté d'intérêt entre quatre types d'acteurs pour faire avancer le processus d'intégration régionale durable : Etat, Société civile, OIG et Donateurs. Le rapprochement dynamique du CILSS et de la CEDEAO permettra de progresser dans ce sens en mettant en place un mécanisme de suivi opérationnel de leurs programmes conjoints et respectifs.



En conclusion, Monsieur BRAH a réaffirmé la raison d'être du projet CINERGIE dont l'objectif principal est de faciliter le dialogue entre pays sahéliens et pays côtiers du golfe de Guinée.

2.4. Le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO, Monsieur Edouard BENJAMIN et son Adjoint chargé des Affaires Economiques ont enfin fait part à la réunion de la démarche actuelle de la Communauté qui est une démarche participative et qui prend en compte l'implication de tous les acteurs au processus de construction de l'intégration régionale.

En effet, pendant longtemps, la CEDEAO a circonscrit ses interventions à l'Etat (la puissance publique). Cette approche écartait les autres forces empêchant ainsi d'avoir une vision et une volonté politique reposant sur des valeurs consensuelles et partagées au sein et entre les Etats.

Présentement, la préoccupation est de créer un dynamisme interne, permettant d'ouvrir le processus d'intégration à toutes les forces en présence.

Avec les OIG qui travaillent dans les secteurs touchant l'intégration régionale, la Communauté dans sa nouvelle démarche cherche à dynamiser la collaboration participative : la fertilisation permanente des acquis.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

3.1. Les deux parties reconnaissent l'absence de formalisation de leurs relations mais, notent heureusement le grand nombre de points d'interdépendance nécessitant la multiplication des occasions de rencontres. Pour ce faire, des réunions semestrielles ou annuelles sur les programmes techniques regrouperont les experts des deux Institutions. Les deux Secrétaires Exécutifs ont pris l'engagement de répondre positivement aux invitations mutuelles notamment lors des instances statutaires de l'une ou l'autre Institution.

3.2. Dans le cadre du processus de rationalisation des Organisations Inter-Gouvernementales, la réunion a insisté sur la nécessité de maximiser la symbiose et l'articulation des programmes inter-institutions. Il est également apparu nécessaire pour la CEDEAO de s'appuyer sur celles disposant de l'expérience et de l'expertise de référence permettant de progresser vers l'intégration régionale.

3.3. La réunion a mis en évidence l'exigence pour les OIG d'obtenir des résultats tangibles pouvant justifier leur existence. Dans ce contexte, il est apparu nécessaire de renforcer la collaboration CILSS/CEDEAO, assortie d'un mécanisme de concertations périodiques au niveau des deux responsables pour définir les orientations stratégiques à donner aux programmes techniques.



Fait à Lagos, le 11 Mars 1994

Le Secrétaire Exécutif du CILSS

Mme CISSE Mariam K. SIDIBE



Le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO

M. Edouard BENJAMIN

Le Chef de l'Unité CINERGIE

M. BRAH Mahamane

ANNEXE

LISTE DES PARTICIPANTS

- | | | |
|----|-------------------------------|---|
| 1. | Madame CISSE Mariam K. SIDIBE | Secrétaire Exécutif du CILSS |
| 2. | MM. BENJAMIN Edouard | Secrétaire Exécutif de la CEDEAO |
| 3. | BA Boubacar | Secrétaire Exécutif Adjoint chargé des Questions Economiques de la CEDEAO |
| 4. | BRAH Mahamane | Chef de l'Unité CINERGIE (BAD) |
| 5. | COULIBALY Dramane | Coordination des Politiques Agro-Alimentaires (CILSS) |

ANNEXE 3

AFRICAN DEVELOPMENT BANK BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

DIRECTOR'S OFFICE
CEPR
- 9 NOV. 1994
AFRICAN DEVELOPMENT BANK

170 NOV. 1994

Date : 8 November 1994

Ref : 94/NN4

TO : M.E. O.M.P. KARRICA
Director, CEPR

① C.C. M. / 11/11/94

② fitt.

FROM : M.L. MORCOS
Director, FACT

ADP
Mr. de la Roche

SUBJECT : OECD GRANT

Attached please find the financial statements of the above grant as at 30 September, 1994..

Please do not hesitate to contact us if you require any further clarification on the contents of the attached financial statements.

CC: M. A.I. JITUBOH
DIRECTOR, COOP

OECD GRANT FOR THE ESTABLISHMENT OF A UNIT
FOR THE PROMOTION OF TRADE IN WEST AFRICA

FINANCIAL POSITION FOR THE PERIOD ENDED
AND AS AT 30 SEPTEMBER 1994

Cash in bank — 01/07/94	2,000,000.00
Funds received during the period	2,000,000.00
Interest — 30/09/1994	2,000,000.00
Disbursements during the period	2,000,000.00
Cash in Bank — 30/09/94	1,689,666.71
Less: Payments made by ADB for which reimbursement by Grant has not yet taken place	663,286.65
Net Balance — 30/09/1994	996,573.86

NOTES

FF

- 1) Grant amount pledged by France, USA, Canada,
and the Netherlands. 9000000.00
- 2) Reimbursement of the ADB represent the disbursements made from
the OECD Grant bank account for various expenditures made by the
ADB on behalf of the OECD Grant.

OECD GRANT FOR THE ESTABLISHMENT OF A UNIT
FOR THE PROMOTION OF TRADE IN WEST AFRICA

Annexe 3

SUMMARY OF ACTUAL AND BUDGETED EXPENDITURES AS AT 30/09/94

(IN THOUSANDS OF FF)

Expenditure Title	Budget	Cumulative	Disbursements	Budget
	1991-94	Disbursements	Disbursements	Balance
		@31/12/93	1/1 - 30/09/94	@30/09/94
Project Director	1,993.06	1565.171	518,644	(57,375)
Experts/Consultants	1,853.92	1671.362	926,581	(784,820)
Office Equipment	328.00	424.640	(196,000)	99,640
Mission Cost	1,182.93	1161.916	416,041	(634,877)
Admin. Support Costs	234.64	307,432	23,706	(41,440)
Personnel Costs	187.53	31,533	43,039	112,933
Office Costs	901.70	209,977	22,763	668,930
Other Operational Costs	2214.17	14,379	423,077	1,776,714
	<u>8969.20</u>	<u>5386.460</u>	<u>2,183.351</u>	<u>1,399.389</u>

ANNEXE 4

UNITE BAD/OCDE
CINERGIE

Annexe 4

BUDGET DES DEPENSES PREVISIONNELLES/F.CFA

(Période : de octobre à décembre 1994)

<u>POSTES</u>	<u>CREDIT</u>	<u>DEPENSES</u>	<u>DISPONIBLE</u> <u>AU 31/12/94</u>
1. Net Balance au : 30/09/94	99.657.386		
2. Budget salaires : (BRAH et SEYE)		24.714.304	
3. Budget salaire : temporaire (ADE, JOEL, Henriette et FATI)		3.037.500	
4. Frais divers et : mission		8.668.357	
5. Autres dépenses : (consultation et divers)		29.617.198	
6. Total :	99.657.386	66.037.359	<u>33.620.027</u>

ANNEXE 5

UNITE BAD/OCDE CINERGIE

Annexe 5

SITUATION GLOBALE ET RECAPITULATIVE DES ENGAGEMENTS AU 15/12/94

RUBRIQUES	BUDGET/F. CFA	
	OCDE	WALTPS/CCE
I. <u>LES CONTRATS DE CONSULTATION</u> : (Voir situation récapitulative des contrats au 30/11/94 - Tableaux A et B)	9.600.000	65.748.025
II. <u>AUTRES ENGAGEMENTS</u>		
A. 1. Réalisation du générique "Forum de l'intégration" / Sté TRAME WAY :		880.000
2. Réalisation du decor "Forum de l'intégration" / Sté GADGET CENTER :		1.150.000
3. Divers :		5.607.024
<u>SOUS-TOTAL</u> :		7.637.024
B. 1. Impression de documents / Sté CAPE :	2.850.000	
2. Impression plaquette CINERGIE/SII :	1.864.500	
3. Perspect. Ouest-afric. n°2 /Sté SII :	1.080.750	
4. Emission de sensibilisation/ORTN :	628.000	
5. Insertion dans le "Democrate" :	1.000.000	
<u>SOUS-TOTAL</u> :	7.423.250	
C. Paiement salaires/décembre 1994 :	8.318.268	
<u>TOTAUX</u> :	25.341.518	73.385.049
<u>TOTAL GENERAL ENGAGEMENTS</u> :	98.726.567 F.CFA	

**UNITE BAD/OCDE
CINERGIE**

-1-

IB. POINT DES ENGAGEMENTS A HONORER AU 15/12/94
(honoraires-financement OCDE)

CONSULTANT CREANCIER	DATE DE SIGNATURE	DELAI	MONTANT/CFA	OBSERVATIONS
CESD-DIAL	01/07/94	31/12/94	2.600.000	Travaux en cours de réalisation.
Moustapha DEME	05/09/94	05/11/94	1.700.000	travail fait et approuvé. Nous attendons la facture de l'intéressé.
Jean-Marie COUR	05/09/94	30/11/94	5.200.000	Travaux déjà réalisés. Nous attendons la facture de l'intéressé.
Seidou Fati SIDDO	03/10/94	15/01/95	100.000	Travail en cours de réalisation.
TOTAL :			9.600.000	

UNITE BAD/OCDE CINERGIE

Annexe 5

-1-

IIB. POINT DES ENGAGEMENTS A HONORER AU 15/12/94 (autres engagements-financement OCDE)

CONSULTANT CREANCIER	DATE DE SIGNATURE	DELAI	MONTANT/CFA	OBSERVATIONS
CAPE	20/10/94	20/01/95	2.850.000	Travaux en cours de réalisation.
SII	25/11/94	25/02/95	1.864.500	Travaux en cours de réalisation.
SII	25/11/94	25/02/95	1.080.750	Travaux en cours de réalisation.
ORTN	----	----	628.000	Travail déjà fait. Nous attendons la facture du concerné.
Journal ANFANI	01/12/94	28/02/95	1.000.000	Travail en cour de réalisation
TOTAL :			7.423.250	

UNITE BAD/OCDE CINERGIE

Annexe 5 -1-

: Tranches payées

B. SITUATION RECAPITULATIVE DES CONTRATS AU 30/11/94

(Financement BAD/OCDE)

Consultants	Nationalité	Date signature	Montant	1er tranche	2ème tranche	3ème tranche
DIAL-CESD	Française	01/08/92	10.000.000 cfa	2.000.000 cfa	3.000.000 cfa	5.000.000 cfa
SYSAME	Française	01/08/92	10.000.000 cfa	2.000.000 cfa	3.000.000 cfa	5.000.000 cfa
Michel Arnaud	Française	01/08/92	126.000 FF	42.000 FF	42.000 FF	42.000 FF
J. Kattelbach	Française	01/08/92	39.000 FF	13.000 FF	13.000 FF	13.000 FF
Benoît Ninnin	Française	01/08/92	130.500 FF	43.500 FF	43.500 FF	43.500 FF
Boubacar Barry	Sénégalaise	23/11/92	900 US\$	900 US\$	---	---
M. Koulibaly	Ivoirienne	23/11/92	3.000 US\$	3.000 US\$	---	---
Oti Boateng	Ghanéenne	23/11/92	900 US\$	900 US\$	---	---
Gerard Simulin	Française	15/01/93	33.000 FF	33.000 FF	---	---
Kébé Yacouba	Ivoirienne	15/06/93	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
Moussa Ngom	Sénégalaise	14/07/93	500.000 cfa	500.000 cfa	---	---
John O. Igué	Béninoise	15/08/93	3.600.000 cfa	1.200.000 cfa	1.200.000-efa	1.200.000-efa
Chérif Chaco	Nigérienne	15/08/93	250.000 cfa	250.000 cfa	---	---
Moutari M.	Nigérienne	15/08/93	500.000 cfa	500.000 cfa	---	---
Adama GAYE	Sénégalaise	01/09/93	4.500 US\$	4.500 US\$	---	---
Adébayo O.	Nigérienne	01/10/93	450.000 cfa	450.000 cfa	---	---
Aly Coulibaly	Ivoirienne	15/10/93	500.000 cfa	166.000 cfa	166.000 cfa	168.000 cfa
FATUNDE T.	Nigérienne	05/01/94	8.000 US\$	2.666 US\$	2.666 US\$	2.668 US\$
OTI Boateng	Ghanéenne	10/01/94	900 US\$	900 US\$	---	---
Ibrahim TIEMOKO	Nigérienne	10/01/94	900 US\$	900 US\$	---	---
Adébayo O.	Nigérienne	10/01/94	900 US\$	900 US\$	---	---

UNITE BAD/OCDE CINERGIE

-2-

<u>Consultants</u>	<u>Nationalité</u>	<u>Date signature</u>	<u>Montant</u>	<u>1er tranche</u>	<u>2ème tranche</u>	<u>3ème tranche</u>
Boubacar Barry	Sénégalaise	10/01/94	900 US\$	900 US\$	---	---
Bassirou Niang	Sénégalaise	30/01/94	7.000 US\$	2.333 US\$	2.333 US\$	2.334 US\$
Charles DIAGNE	Sénégalaise	25/02/94	400.000 cfa	133.000 cfa	133.000 cfa	134.000 cfa
BA Oumar	Mauritanienne	01/03/94	24.000 FF	8.000 FF	8.000 FF	8.000 FF
AKOKO Y. F.	Ivoirienne	10/03/94	600.000 cfa	200.000 cfa	200.000 cfa	200.000 cfa
Madani TRAORE	Malienne	28/03/94	500.000 cfa	500.000 cfa	---	---
YOLE H. Guédé	Ivoirienne	01/04/94	1.050.000 cfa	350.000 cfa	350.000 cfa	350.000 cfa
Seidou F. SIDDO	Nigérienne	01/04/94	300.000 cfa	100.000 cfa	100.000 cfa	100.000 cfa
ADENIDJI Moussa	Nigériane	01/04/94	1.200.000 cfa	400.000 cfa	400.000 cfa	400.000 cfa
BA Oumar	Mauritanienne	05/05/94	3.600.000 cfa	1.200.000 cfa	1.200.000 cfa	1.200.000 cfa
BA Alioune	Sénégalaise	15/05/94	1.500.000 cfa	500.000 cfa	500.000 cfa	500.000 cfa
Bassirou NIANG	Sénégalaise	09/06/94	1.750 US\$	1.750 US\$	---	---
Ibrahim GAYE	Sénégalaise	15/06/94	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
SEDEGAN E.	Bénoise	20/06/94	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
CESD-DIAL	Française	01/07/94	78.000 FF	26.000 FF	26.000 FF	26.000 FF
YOLE H. Guédé	Ivoirienne	01/07/94	2.100.000 cfa	---	---	---
Seidou F. SIDDO	Nigérienne	01/07/94	300.000 cfa	100.000 cfa	100.000 cfa	100.000 cfa
ADE Moussa	Nigérienne	01/07/94	2.400.000 cfa	---	---	---
BA Alioune	Sénégalaise	08/08/94	1.500.000 cfa	500.000 cfa	500.000 cfa	500.000 cfa
Moustapha DEME	Malienne	05/09/94	5.000.000 cfa	1.650.000 cfa	1.650.000 cfa	1.700.000 cfa
Jean-Marie COUR	Française	05/09/94	78.000 FF	26.000 FF	26.000 FF	26.000 FF
Seidou F. SIDDO	Nigérienne	03/10/94	300.000 cfa	100.000 cfa	100.000 cfa	100.000 cfa
Bassirou NIANG	Sénégalaise	18/10/94	1.050 US\$	1.050 US\$	---	---

ANNEXE 6

UNITE BAD/OCDE CINERGIE

Annexe 6

SITUATION GLOBALE ET RECAPITULATIVE DES ENGAGEMENTS AU 15/12/94

RUBRIQUES		BUDGET/F.CFA	
		OCDE	WALTPS/CCE
I.	<u>LES CONTRATS DE CONSULTATION</u> : (Voir situation récapitulative des contrats au 30/11/94 - Tableaux A et B)	9.600.000	65.748.025
II.	<u>AUTRES ENGAGEMENTS</u>		
A.	1. Réalisation du générique "Forum de l'intégration" / Sté TRAME WAY :		880.000
	2. Réalisation du decor "Forum de l'intégration" / Sté GADGET CENTER :		1.150.000
	3. Divers :		5.607.024
	<u>SOUS-TOTAL</u> :		<u>7.637.024</u>
B.	1. Impression de documents / Sté CAPE :	2.850.000	
	2. Impression plaquette CINERGIE/SII :	1.864.500	
	3. Perspect. Ouest-afric. n°2 /Sté SII :	1.080.750	
	4. Emission de sensibilisation/ORTN :	628.000	
	5. Insertion dans le "Democrate" :	1.000.000	
	<u>SOUS-TOTAL</u> :	<u>7.423.250</u>	
C.	Paieement salaires/décembre 1994 :	8.318.268	
	<u>TOTAUX</u> :	<u>25.341.518</u>	<u>73.385.049</u>
<u>TOTAL GENERAL ENGAGEMENTS</u> :		<u>98.726.567 F.CFA</u>	

UNITE BAD/OCDE CINERGIE

-1-

IA. POINT DES ENGAGEMENTS A HONORER AU 15/12/94 **(honoraires-financement WALTPS/CCE)**

CONSULTANT CREANCIER	DATE DE SIGNATURE	DELAI	MONTANT/CFA	OBSERVATIONS
TNB	10/08/94	30/09/94	2.000.000	La première partie du travail a été faite. Nous attendons la réalisation des 2ème et 3ème parties avant de procéder au paiement.
Bayala EZANA	31/08/93	30/11/93	334.000	Travaux déjà réalisés. Facture à payer.
YILI Thomas	31/08/93	30/11/93	334.000	Travaux déjà réalisés. Facture à payer.
C.N. de Pilotage	31/08/93	30/12/93	1.700.000	Travaux déjà réalisés. Facture à payer.
Aboubakar Momoh	01/09/93	21/09/93	264.075	Travaux déjà réalisés. Nous attendons la facture de l'intéressé.
George Botchié	03/09/93	07/01/94	924.263	Travaux déjà réalisés, mais rapport non parvenus. Nous attendons donc la soumission du rapport avant le paiement.
Kwamé NINSIN	03/09/93	07/01/94	1.320.375	Travaux déjà réalisés, mais rapport non parvenus. Nous attendons donc la soumission du rapport avant le paiement.
NII K. SOWA	03/09/93	07/01/94	2.244.637	Travaux déjà réalisés, mais rapport non parvenus. Nous attendons donc la soumission du rapport avant le paiement.
Samuel T. ADDO	03/09/93	07/01/94	1.452.412	Travaux déjà réalisés, mais rapport non parvenus. Nous attendons donc la soumission du rapport avant le paiement.

CONSULTANT CREANCIER	DATE DE SIGNATURE	DELAI	MONTANT/CFA	OBSERVATIONS
John NABILA	03/09/93	07/01/94	924.263	Travaux déjà réalisés, mais rapport non par- venus. Nous attendons donc la soumission du rapport avant le paie- ment.
SAmuel C. IJEH	01/11/94	31/12/94	3.350.000	Travaux en cours de réalisation.
SUD/COMMUNICATION	01/10/94	15/11/94	1.500.000	Travaux en cours de réalisation.
CESD-DIAL	01/09/93	30/06/94	49.400.000	- Travail déjà fait et approuvé. - Procédure de mobili- sation de fonds (cf PACA/93364) a retardé le paiement. - L'avenant au deuxième devis-programme pour paiement déjà signé.
TOTAL :			65.748.025	

**UNITE BAD/OCDE
CINERGIE**

Annexe 6

-1-

IIA. POINT DES ENGAGEMENTS A HONORER AU 15/12/94
(autres engagements-financement WALTPS/CCE)

CONSULTANT CREANCIER	DATE DE SIGNATURE	DELAI	MONTANT/CFA	OBSERVATIONS
TRAME WAY	03/11/94	03/02/95	880.000	Travaux en cours de réalisation.
GADGET CENTER	03/11/94	03/02/95	1.150.000	Travaux en cours de réalisation.
TOTAL :			2.030.000	

UNITE BAD/OCDE CINERGIE

: Tranches payées

Annee 6

-1-

A. SITUATION RECAPITULATIVE DES CONTRATS AU 30/11/94

(Financement WALTPS/CCE)

<u>Consultants</u>	<u>Nationalité</u>	<u>Date signature</u>	<u>Montant</u>	<u>1ère tranche</u>	<u>2ème tranche</u>	<u>3ème tranche</u>
DP I						
LARES	Bénoise	01/10/92	11.000.000 cfa	2.200.000 cfa	3.300.000 cfa	5.500.000 cfa
Benoît Kalassa	Congolaise	01/10/92	48.000 FF	16.000 FF	16.000 FF	16.000 FF
Ahossin Albert	Bénoise	01/11/92	2.100.000 cfa	700.000 cfa	700.000 cfa	---
Bara Diouf	Sénégalaise	25/11/92	4.500 US\$	1.500 US\$	1.500 US\$	1.500 US\$
Madani Tall	Malienne	05/02/93	750.000 cfa	250.000 cfa	250.000 cfa	250.000 cfa
SENAGRHY	Nigérienne	01/03/93	10.000.000 cfa	2.000.000 cfa	3.000.000 cfa	3 et 2 millions
Moriba Magas.	Sénégalaise	05/03/93	500.000 cfa	166.000 cfa	166.000 cfa	166.000 cfa
Mariam Diallo	Burkinabé	05/03/93	500.000 cfa	500.000 cfa	---	---
Mamadou Diouf	Sénégalaise	05/03/93	4.500.000 cfa	1.500.000 cfa	1.500.000 cfa	1.500.000 cfa
Ebow Bannerman	Ghanéenne	14/04/93	3.800 US\$	1.200 US\$	1.200 US\$	1.400 US\$
Albert Bourgi	Française	01/05/93	4.500.000 cfa	1.500.000 cfa	1.500.000 cfa	1.500.000 cfa
Adénidji M.	Nigériane	10/08/93	700.000 cfa	700.000 cfa	---	---

DP II

Babacar Touré	Sénégalaise	16/06/93	1.500.000 cfa	500.000 cfa	500.000 cfa	500.000 cfa
Amadou Diop	Sénégalaise	01/07/93	500.000 cfa	166.000 cfa	166.000 cfa	168.000 cfa
Momar C. Diop	Sénégalaise	01/07/93	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
Bakary Sanogo	Malienne	21/07/93	1.800.000 cfa	600.000 cfa	600.000 cfa	600.000 cfa

UNITE BAD/OCDE CINERGIE

Annexe 6

<u>Consultants</u>	<u>Nationalité</u>	<u>Date signature</u>	<u>Montant</u>	<u>1er tranche</u>	<u>2ème tranche</u>	<u>3ème tranche</u>
DP II						
Ousmane Diallo	Malienne	23/07/93	1.200.000 cfa	400.000 cfa	400.000 cfa	400.000 cfa
Moustapha Dème	Malienne	23/07/93	2.700.000 cfa	900.000 cfa	900.000 cfa	900.000 cfa
Sékouba Diarra	Malienne	23/07/93	1.500.000 cfa	500.000 cfa	500.000 cfa	500.000 cfa
Bino TEME	Malienne	23/07/93	1.200.000 cfa	400.000 cfa	400.000 cfa	400.000 cfa
TNB	Burkinabé	10/08/94	3.000.000 cfa	1.000.000 cfa	1.000.000 cfa	1.000.000 cfa
Bayala Ezana	Burkinabé	31/08/93	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
YILI Thomas	Burkinabé	31/08/93	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
Daniel Bambara	Burkinabé	31/08/93	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
Edmond Kaboré	Burkinabé	31/08/93	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
Belén Amadé	Burkinabé	31/08/93	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
C. N. Pilotage	Burkinabé	31/08/93	5.000.000 cfa	1.650.000 cfa	1.650.000 cfa	1.700.000 cfa
Daniel J. Abin	Nigériane	01/09/93	1.500 US\$	500 US\$	500 US\$	500 US\$
Jibrin Ibrahim	Nigériane	01/09/93	3.300 US\$	1.100 US\$	1.100 US\$	1.100 US\$
Z. A. Bonat	Nigériane	01/09/93	1.500 US\$	500 US\$	500 US\$	500 US\$
A. Momoh	Nigériane	01/09/93	1.500 US\$	500 US\$	500 US\$	500 US\$
Adébayo O.	Nigériane	01/09/93	1.500 US\$	500 US\$	500 US\$	500 US\$
LARES	Bénoise	01/09/93	12.000.000 cfa	2.400.000 cfa	3.600.000 cfa	6.000.000 cfa
A.C. Onwumerobi	Nigériane	01/09/93	1.500 US\$	500 US\$	500 US\$	500 US\$
Dr. A. Ariyo	Nigériane	01/09/93	1.500 US\$	500 US\$	500 US\$	500 US\$
Adébayo Olukoshi	Nigériane	01/09/93	1.500 US\$	500 US\$	500 US\$	500 US\$
George Botchié	Ghanéenne	03/09/93	7.000 US\$	1.750 US\$	3.500 US\$	1.750 US\$
Kwamé Ninsin	Ghanéenne	03/09/93	10.000 US\$	2.500 US\$	5.000 US\$	2.500 US\$
NII K. Sowa	Ghanéenne	03/09/93	17.000 US\$	4.250 US\$	8.500 US\$	4.250 US\$
Samuel T. Addo	Ghanéenne	03/09/93	11.000 US\$	2.750 US\$	5.500 US\$	2.750 US\$
John Nabila	Ghanéenne	03/09/93	7.000 US\$	1.750 US\$	3.500 US\$	1.750 US\$

UNITE BAD/OCDE CINERGIE

Annexe 6

-3-

<u>Consultants</u>	<u>Nationalité</u>	<u>Date signature</u>	<u>Montant</u>	<u>1er tranche</u>	<u>2ème tranche</u>	<u>3ème tranche</u>
Adénidji M.	Nigériane	10/09/93	2.100.000 cfa	700.000 cfa	700.000 cfa	700.000 cfa
Mariam Diallo	Burkinabé	01/10/93	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
AKA H. Jacques	Ivoirienne	01/11/93	1.000.000 cfa	333.000 cfa	333.000 cfa	334.000 cfa
Samuel C. JIEH	Nigériane	01/11/94	5.000.000 cfa	1.650.000 cfa	1.650.000 cfa	1.700.000 cfa
SUD/COMMUNIC.	Sénégalaise	01/10/94	4.500.000 cfa	1.500.000 cfa	1.500.000 cfa	1.500.000 cfa
 * CESD-DIAL	 Française	 01/09/93	 494.000 FF	 165.000 FF	 165.000 FF	 164.000 FF

NB : * Dont avenant au devis-programme en signature à la CCE.

ANNEXE 7

UNITE BADIOCODE CINERGIE

Annee

-1-

A. SITUATION BUDGETAIRE DES ENGAGEMENTS ET DEPENSES AU TITRE DU D.P.2 AU 30/11/94 (F.CFA)

FINANCEMENT WALTPS/CCF

N° CHAP	ETUDE/NATURE	CREDIT AUTORISE (A)	AJUSTEMENT POUR DEVALUAT° (B)	CREDIT AUTORISE AJUSTE (C) = A+B	DEPENSES ENGAGEES (D)	DISPONIBLE SUR ENGAGEMENT (E) = C-D	ENGAGEES ET PAYEES (F)	RESTE A PAYER (G) = D-F
2/1	Analyse des évolutions politiques et sociales	13.000.000	2.333.200	15.333.200	15.111.390	221.810	10.500.734	4.610.656
2/2	Etudes de cas nationales	35.000.000	12.873.000	47.873.000	45.184.500	2.688.500	34.854.038	10.330.462
2/3	Réunions de comparaison	4.500.000	1.491.216	5.991.216	5.928.200	63.016	5.928.200	---
2/4	Aménagement du territoire	12.000.000	---	12.000.000	12.000.000	---	12.000.000	---
2/5	Etudes thématiques	5.000.000	---	5.000.000	5.000.000	---	1.650.000	3.350.000
2/6	Rélation avec les media/diffusion	14.000.000	---	14.000.000	13.030.000	970.000	7.500.000	5.530.000

UNITE BADOCIDE CINERGIE

Annee

(Suite tableau A)

-2-

N° CHAP	ETUDE/NATURE	CREDIT AUTORISE (A)	AJUSTEMENT POUR DEVALUAT° (B)	CREDIT AUTORISE AJUSTE (C) = A+B	DEPENSES ENGAGEES (D)	DISPONIBLE SUR ENGAGEMENT (E) = C-D	ENGAGEES ET PAYEES (F)	RESTE A PAYER (G) = D-F
2/7	Coordination et animation	15.000.000	3.686.217	18.686.217	18.432.253	253.964	18.432.253	---
2/8	Réunion du Comité Scientifique	9.000.000	---	9.000.000	9.000.000	---	9.000.000	---
2/9	Réunion de fin de boucle	12.000.000	7.320.000	19.320.000	19.320.000	---	19.156.069	163.931
2/10	Appui logistique	2.100.000	---	2.100.000	2.100.000	---	2.100.000	---
2/11	Traduction et impression	6.000.000	---	6.000.000	5.803.475	196.525	5.803.475	---
2/12	Divers et imprévus	2.017.468	---	2.017.468	266.100	1.751.368	266.100	---
	TOTAL	129.617.468	27.703.633	157.321.101	151.175.918	6.145.183	127.190.869	23.985.049

ANNEXE 8

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT AFRICAN DEVELOPMENT BANK

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE
AFDEV ABIDJAN
TÉLÉPHONE: 20.44.44
TÉLEX: 23717
23498
23263
FAX: 32.77.53

01 B.P. 1387 - ABIDJAN 01
CÔTE D'IVOIRE



RÉFÉRENCE: CIN/BAD/OCDE/MB/L/1390

DATE: 5 Décembre 1994

Monsieur F.L. Da Câmara S.C. Gomes
Chef de la Délégation de la C.C.E.
ABIDJAN
Côte d'Ivoire

Annexe 8

OBJET: - Etude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest / Devis-programme II
- Soumission des états financiers au 30/11/94 pour demande de remboursement

Monsieur le Délégué,

J'ai le plaisir de vous soumettre les états financiers ci-joints et une demande de réapprovisionnement de notre compte Citibank n°409 383 009 pour l'étude prospective WALTPS conformément aux dispositions de l'Article II, paragraphe 3 du Mémoire d'Accord entre la Banque et l'OCDE.

En plus des pièces justificatives des dépenses, vous voudrez bien trouver en annexes, au 30 novembre 1994, les documents financiers suivants :

- Huit (8) fiches comptables d'engagement par chapitre budgétaire (2/1, 2/3, 2/4, 2/5, 2/6, 2/7, 2/9 et 2/12).
- Situation globale des engagements et des dépenses au titre du deuxième devis-programme (tableau A : 2 pages).
- Etat récapitulatif des engagements au titre du second devis-programme (tableau I : 2 pages).

- Etat récapitulatif des dépenses payées et reste à payer au titre du second devis-programme (tableau II : 2 pages).

- Fiche récapitulative des montants soumis à rembourser et leurs pièces justificatives (tableau B : 2 pages).

En outre, au titre de ce deuxième devis-programme, je vous prie de bien vouloir noter qu'au 30 novembre 1994, le montant total restant à payer et à engager s'élève à **30.130.232 F.CFA*** (cf tableau A, total colonnes E et G).

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, Monsieur le Délégué, à l'expression de ma considération distinguée.

NB : - Montant total de la soumission des

états au 30/11/94 : **36.432.965 F.CFA**

- * Factures non parvenues ou en instance de paiement.



Brah Mahamane
Chef Unité BAD/OCDE

UNITE BAD/OCCDE CINERGIE

Annexe 8

-1-

I. COMPTABILITE DES ENGAGEMENTS - ETAT RECAPITULATIF AU 30/11/94

WALTPS/CCE/DPII/ETAT4

WALTPS/CCE/DPII/ETAT4				MONTANTS / F. CPA		
CHA PI TRE	CONSULTANTS CREANCIERS	NATURE DE LA DEPENSE	REFERENCE PIECES JUSTIFICATIVES	CREDIT AUTORISE AJUSTE (A)	TOTAL DEPENSES ENGAGEES (B)	SOLDE DISPONI- BLE (C)=A-B
2 / 1	- J. A. ARIYO	Analyse des évolutions politiques et sociales	- DVA/94/1039 - Factures-attestations - Copies chèques - Copies contrats	15.333.200	15.111.390	221.810
2 / 2	----	Etudes de cas nationales	----	47.873.000	45.184.500	2.688.500
2 / 3	- Chérif SEYE	Réunion de comparaison	- DVA/94/968	5.991.216	5.928.200	63.016
2 / 4	- LAIRES	Aménagement du territoire	- DVA/94/1073 - Facture-Attestation - Copie chèque et contrat	12.000.000	12.000.000	-----
2 / 5	- LJEH Samuel C.	Etude thématiques	- DVA/94/1041 - Facture-Attestation - contrat	5.000.000	5.000.000	-----
2 / 6	- SUD/COMMUNICATION	Relation avec les media/Diffusion	- DVA/94/1049 - Copies chèques-Factures - Attestations-Contrats	14.000.000	13.030.000	970.000

UNITE BADOCODE CINERGIE

Annexe 8

(Suite tableau I)

-2-

2 / 7	- Mission BRAH (per diem et billets)	Coordination et animation	- DVA/94/967 - Copies souches billets	18.686.217	18.432.253	253.964
2 / 8	-----	Réunion du Comité Scientifique	-----	9.000.000	9.000.000	-----
2 / 9	- C. SEYE - Liste participants (billets d'avion réunion Ouaga et financement réunion Dakar)	Réunion de fin de boucle	- DVA/94/972 - Factures- reçus- fiche de remboursement- copies billets	19.320.000	19.320.000	-----
2 / 10	-----	Appui logistique	-----	2.100.000	2.100.000	-----
2 / 11	-----	Traduction et impression	-----	6.000.000	5.803.475	196.525
2 / 12	- Billet/mission SEYE (à Dakar)	Divers et imprévus	- Copie billet d'avion et facture	2.017.468	266.100	1.751.368
TOTAL :				157.321.101	151.175.918	6.145.183

UNITE RAD/OCDE CINERGIE

Annee 8

-1-

II. BORDEREAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RESTE A PAYER AU 30/11/94

WALTPS/CCE/DPII/ETAT4

WATPS/CCE/DPII/ETAT4				MONTANTS / F. CFA			
CHA PI TRE	CONSULTANTS CREANCIERS	NATURE DE LA DEPENSE	REFERENCE PIECES JUSTIFICATIVES	DEPENSES ENGAGEES (A)	DEPENSES REMBOURSEES (B)	DEPENSES A REMBOURSER (C)	RESTE A PAYER D=A-(B+C)
2 / 1	- J. A. ARIYO	Analyse des évolutions politiques et sociales	- DVA/94/1039 - Factures-attestations - Copies chèques - Copies contrats	15.111.390	9.708.509	792.225	4.610.656
2 / 2	-----	Etudes de cas nationales	-----	45.184.500	34.854.038	-----	10.330.462
2 / 3	- Chérif SEYE	Réunion de comparaison	- DVA/94/968	5.928.200	4.718.200	1.210.000	-----
2 / 4	- LARES	Amenagement du territoire	- DVA/94/1073 - Facture-Attestation - Copie chèque et contrat	12.000.000	-----	12.000.000	-----
2 / 5	- IJEH Samuel C.	Etude thématiques	- DVA/94/1041 - Facture-Attestation - Copie contrat	5.000.000	-----	1.650.000	3.350.000
2 / 6	- SUB/COMMUNICATION	Relation avec les media/Diffusion	- DVA/94/623-DVA/94/750 - Copies chèques-Factures - Attestations-Contrats	13.030.000	4.500.000	3.000.000	5.530.000

UNITE RAD/OCDE CINERGIE

Annexe 8

(Suite tableau II)

-2-

2/7	- Mission BRAH (per diem et billet)	Coordination et animation	- DV/A/94/967 - Copies souches billets	18.432.253	17.466.153	966.100	-----
2/8	-----	Réunion du Comité Scientifique	-----	9.000.000	9.000.000	-----	-----
2/9	- C. SEYE - Liste participants (billets d'avion réunion Ouaga et financement réunion Dakar)	Réunion de fin de boucle	- DV/A/94/972 - Copies billets- Factures - Reçus et fiche de rem- boursement	19.320.000	2.607.529	16.548.540	163.931
2/10	- ADE M.	Appui logistique	-----	2.100.000	2.100.000	-----	-----
2/11	- CAPE-Mundial Press - Ivoire Scribe- SII - Zein S.	Traduction et impression	-----	5.803.475	5.803.475	-----	-----
2/12	- Bille/D/mission SEYE (à Dakar)	Divers et imprévus	- Copie billet d'avion et facture	266.100	-----	266.100	-----
TOTAL :				151.175.918	90.757.904	36.432.965	23.985.049

**UNITE BAD/OCDE
CINERGIE**

FINANCEMENT WALTPS/CCE/DP II

ETAT4/DP2 AU 30/11/94

Le présent état financier est arrêté au 30 novembre 1994 à un montant total de **36.432.965 F.CFA** (trente six millions quatre cent trente deux mille neuf cent soixante cinq francs cfa) pour remboursement.

UNITE RADPOCDE CINERGIE

Annexe 8

-1-

B. FICHE RECAPITULATIVE DES MONTANTS SOUMIS A REMBOURSER AU 30/11/94 ET NOMBRE DE PJ

FINANCEMENT WALTPS/CCE/DP2

N° chapitre budgétaire	Etude/Nature	Créancier Consultant	N° P/C	Nombre de pièces	Montant/cfa à rembourser
2/1	Analyse des évolutions politiques et sociales	J. A. ARIYO	2/1034 - DVA/94/1039	8	792.225
TOTAL :					792.225
2/3	Réunions de comparaison	C. SEYE	2/306 - DVA/94/968	1	1.210.000
TOTAL :					1.210.000
2/4	Amenagement du territoire	LARES	2/401 - DVA/94/1073	5	12.000.000
TOTAL :					12.000.000
2/5	Etudes thématiques	IJEH S.	2/501 - DVA/94/1041	4	1.650.000
TOTAL :					1.650.000

UNITE BADOCDE CINERGIE

Annexe 8

(Suite tableau B)

-2-

2/6	Relation avec les media/Diffusion	SUD/COMMUNICATION	2/609 - DVA/94/1049	6	3.000.000
TOTAL :					3.000.000
2/7	Coordination et animation	BRAH M.	2/718 - DVA/94/967 2/719 - Billet	1 2	700.000 266.100
TOTAL :					966.100
2/9	Réunion de fin de boucle	C. SEYE Voir liste billets	2/907 - DVA/94/972 2/908 - Billets/fact.	14 72	7.013.390 9.535.150
TOTAL :					16.548.540
2/12	Divers et imprévus	C. SEYE	2/1201 - Billet	2	266.100
TOTAL :					266.100
TOTAUX :				115	36.432.965

(PJ) : Pièces Justificatives

ANNEXE 9

UNITE RAD/OCDE CINERGIE

Annexe

9

ETAT DES AVANCES DE FONDS RECUS, DEMANDES DE REMBOURSEMENT ET REMBOURSEMENTS AU 31/12/94 (EN F.CFA)

FINANCEMENT WALTPS/CCR

Devis- program- me	Dates Etats	Demandes de rembourse- ment (A)	Remboursements effectués (B)	Reste à rembourser (C=A-B)	Dotat° caisse d'avance (D)	Total fonds reçus (E=B+D)
D.P. II	16/03/94	-----	-----	-----	25.000.000	25.000.000
	AU 15/02/94	37.238.845	27.783.705	9.455.140	-----	27.783.705
	10/06/94	-----	43.900	-43.900	-----	43.900
	AU 31/05/94	34.972.465	33.568.711	1.403.754	-----	33.568.711
	AU 20/10/94	18.546.594	-----	18.546.594	-----	-----
	AU 30/11/94	36.432.965	-----	36.432.965	-----	-----
	TOTAL :	127.190.869	61.396.316	65.794.553	25.000.000	86.396.316

ANNEXE 10

Annex 10

AFRICAN DEVELOPMENT BANK BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

DIRECTOR'S OFFICE
CEPR

INTER-OFFICE MEMORANDUM

17 NOV. 1994

AFRICAN DEVELOPMENT BANK

Date : 16 November, 1994

Ref : 94/NN4

TO : MR. G.M.B. KARIISA
Director, CEPR

FROM : M.L. MORCOS
Director, FACT

SUBJECT : OECD WALTPS GRANT

Attached please find the financial statements of the above grant as at 30 September, 1994..

Please do not hesitate to contact us if you require any further clarification on the contents of the attached financial statements.

CC: MR A.I. JITUBOH
DIRECTOR, COOP

MR. Brah.

fya pse.

#18/11/94

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
DONS CCE/WALTPS**

Etats Financiers du 30/09/94

CFA

Situation nette au 01/07/94

8,168,713

Fonds reçus durant les trois mois

47,037,537

05/09/94	Transfert	33568711
12/09/94	Rèmbt. OCDE	13468826

Moins:

Décaissements effectués au cours du trimestre

(42,704,520)

Voir annexe 1

Solde à la banque au 30/09 /94

12,501,730

Montant à payer à la BAD

Voir Annex 2

(36,977,928)

Situation nette au 30/09/94

(24,476,198)

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Annex1

DONS OCDE/WALTPSETAT DES DECAISSEMENTS EFFECTUES AUCOURS DU TRIMESTRE
PRENANT FIN AU 30/09/94

<u>Date</u>	<u>No. de piece</u>	<u>Bénéficiaire</u>	<u>Montant CFA</u>
19/09/94	DVA/769 DVA/552	Rembt à BAD montant au 30/06/94 MAGASSOUBA, chq. payé par erreur sur fonds PNUD	42,872,520 <u>(168,000)</u>
		<u>Total au 30/09/94</u>	<u>42,704,520</u>

ETAT DES OPERATIONS "WALTPS/CCE" FINANCEES SUR FONDS BAD

<u>Date</u>	<u>No Pieces</u>	<u>Benéficiaires</u>	<u>Montants</u>
07/07/94	DVA/623	AKA honoraires	334,000
07/07/94	DVA/620	KWAME N. , honoraires	2,735,751
11/08/94	DVA/723	SEYE C. per diem TA/94/1317	200,000
11/08/94	DVA/724	SEYE C. per diem TA/94/1321	410,363
11/08/94	DVA/725	BRAH M. per diem TA/94/1320	410,000
11/08/94	DVA/710	SANOGO B. honoraires	600,000
11/08/94	DVA/712	TEME B. honoraires	400,000
11/08/94	DVA/713	DIALLO M. honoraires	400,000
11/08/94	DVA/714	DEME honoraires	900,000
11/08/94	DVA/720	SEKOUBA D. honoraires	500,000
30/08/94	DVA/744	SEYE C. solde de mission	827,241
30/08/94	DVA/745	BRAH M. solde de mission	113,423
30/08/94	DVA/750	T.N.B. honoraires 1ère tranche	1,000,000
31/08/94	JVA/60325	SEYE rembt. solde de mission	(2,150,000)
31/08/94	JVG/310333	SEYE billet miss. Ouaga Aout 94	86,800
31/08/94	JVG/310337	BRAH – SEYE mission à DAKAR	531,200
12/09/04	JVA/60336	P/D particip. au comité scientif. de BRUX	5,850,000
12/09/04	JVA/60336	IVOIRE SCRIBE reglt. fact	1,400,000
12/09/04	JVA/60336	MUNDIAL PRESS reglt. fact.	1,860,000
12/09/04	JVA/60336	CAPE reglt. fact.	545,000
16/09/04	DVA/817	SEYE per diem TA/94/1487	1,190,000
16/09/94	DVA/818	BRAH per diem TA/94/1488	790,000
19/09/94	DVA/819	SENAGHRY reglt. fact.	2,000,000
30/09/94	DVA/852	I. GAYE honoraires	667,000
30/09/94	JVG/310371	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	977,750
30/09/94	JVG/310372	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	3,665,300
30/09/94	JVG/310373	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	1,766,400
30/09/94	JVG/310376	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	804,200
30/09/94	JVG/310377	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	894,900
30/09/94	JVG/310378	Billets particip. réunion Ouaga Sept. 94	2,278,400
30/09/94	JVG/310379	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	2,456,800
30/09/94	JVG/310380	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	136,300
30/09/94	JVG/310381	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	456,300
30/09/94	JVG/310383	SEYE billet mission Ouaga Sept. 94	86,800
30/09/94	JVG/310384	BRAH billet mission Ouaga Sept. 94	86,800
30/09/94	JVG/310384	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	1,202,200
30/09/94	JVG/310385	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	223,400
30/09/94	JVG/310396	Billets particip. réunion Ouaga Sept 94	341,600

Solde Débiteur au 30/09/9436,977,928

ANNEXE 11

Annexe 11

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT AFRICAN DEVELOPMENT BANK

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE
AFDEV ABIDJAN
TÉLÉPHONE: 20.44.44
TÉLEX: 23717
23498
23263
FAX: 32.77.53

01 B.P. 1387 - ABIDJAN 01
CÔTE D'IVOIRE



RÉFÉRENCE: CIN/BAD/OCDE/MB/L/1368

DATE: 9 Novembre 1994

Monsieur F.L. Da Câmara S.C. Gomes
Chef de la Délégation de la C.C.E.
ABIDJAN
Côte d'Ivoire

OBJET: - Etude des perspectives à long terme en Afrique
 de l'Ouest

 - Soumission des états financiers au 20/10/94 pour
 demande de remboursement

Monsieur le Délégué,

J'ai le plaisir de vous soumettre les états financiers ci-joints et une demande de réapprovisionnement de la caisse de régie d'avance de la CCE pour l'étude prospective WALTPS conformément aux dispositions de l'Article II, paragraphe 3 du Memorandum d'Accord entre la Banque et l'OCDE.

En plus des pièces justificatives des dépenses, vous voudrez bien trouver en annexes, au 20 octobre 1994, les documents financiers suivants :

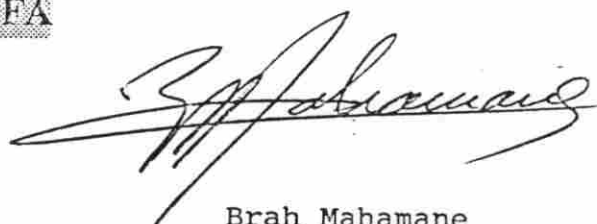
- Six (6) fiches comptables d'engagement par chapitre budgétaire (2/1, 2/2, 2/3, 2/6, 2/7 et 2/9).
- Situation globale des engagements et des dépenses au titre du deuxième devis-programme/avec réajustement financier (tableau A : 2 pages).

- Etat récapitulatif des engagements au titre du second devis-programme (tableau I : 2 pages).
- Etat récapitulatif des dépenses payées et reste à payer au titre du second devis-programme (tableau II : 2 pages).
- Fiche récapitulative des montants soumis à rembourser et leurs pièces justificatives (tableau B : 2 pages).

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, Monsieur le Délégué, à l'expression de ma considération distinguée.

NB : Montant total de la soumission des

états au 20/10/94 : 18.546.594 F CFA



Brah Mahamane
Chef Unité BAD/OCDE

UNITE BAD/CCDE
CINERGIE

FINANCEMENT WALTPS/CCE

ETAT3/DP2 AU 20/10/94

Le présent état financier est arrêté au 20 octobre 1994 à un montant total de 18.546.594 F.CFA (dix-huit millions cinq cent quarante six mille cinq cent quatre vingt quatorze francs cfa) pour remboursement.

UNITÉ D'ABOCCODE CINERGIE

Annexe 1/1

-1-

A. SITUATION BUDGETAIRE DES ENGAGEMENTS ET DEPENSES AU TITRE DU D.P.2 AU 20/10/94 (F.CFA)

FINANCEMENT MATPS/CCF

N° CHAP	ETUDE/NATURE	CREDIT AUTORISE (A)	AJUSTEMENT POUR DEVALUAT° (*) (B)	CREDIT AUTORISE AJUSTE (C) = A+B	DEPENSES ENGAGEES (D)	DISPONIBLE SUR ENGAGEMENT (E) = C-D	ENGAGEES ET PAYEES (F)	RESTE A PAYER (G) = D-F
2/1	Analyse des évolutions politiques et sociales	13.000.000	2.333.200	15.333.200	15.111.390	221.810	9.708.509	5.402.881
2/2	Etudes de cas nationales	35.000.000	12.873.000	47.873.000	45.184.500	2.688.500	34.854.038	10.330.462
2/3	Réunions de comparaison	4.500.000	1.491.216	5.991.216	4.718.200	1.273.016	4.718.200	—
2/4	Amenagement du territoire	12.000.000	—	12.000.000	12.000.000	—	—	12.000.000
2/5	Etudes thématiques	5.000.000	—	5.000.000	5.000.000	—	—	5.000.000
2/6	Relation avec les media/diffusion	14.000.000	—	14.000.000	8.530.000	5.470.000	4.500.000	4.030.000

UNITE B.D.D.O.C.C.E. CINERGIE

Annexe 11

(Suite tableau A)

-2-

N° CHAP	ETUDE/NATURE	CREDIT AUTORISE (A)	AJUSTEMENT POUR DEVALUAT° (*) (B)	CREDIT AUTORISE AJUSTE (C)=A+B	DEPENSES ENGAGEES (D)	DISPONIBLE SUR ENGAGEMENT (E)=C-D	ENGAGEES ET PAYEES (F)	RESTE A PAYER (G)=D-F
2/7	Coordination et animation	15.000.000	3.686.217	18.686.217	17.466.153	1.220.064	17.466.153	—
2/8	Réunion du Comité Scientifique	9.000.000	—	9.000.000	9.000.000	—	9.000.000	—
2/9	Réunion de fin de boucle	12.000.000	7.320.000	19.320.000	19.241.529	78.471	2.607.529	16.634.000
2/10	Appui logistique	2.100.000	—	2.100.000	2.100.000	—	2.100.000	—
2/11	Traduction et impression	6.000.000	—	6.000.000	5.803.475	196.525	5.803.475	—
2/12	Divers et imprévus	2.017.468	—	2.017.468	—	2.017.468	—	—
	TOTAL	129.617.468	27.703.633 (*)	157.321.101	144.155.247	13.165.854	90.757.904	53.397.343

NB : (*) Voir document avenant au devis-programme 2 pour cause de dévaluation
 . Annexe DOC I (2 pages)
 . Annexe DOC II (4 pages)

I. COMPTABILITE DES ENGAGEMENTS - ETAT RECAPITULATIF AU 20/10/94

WATPS/CCE/DPII/ETAT3

MONTANTS/F.CFA

CHA PI TRE	CONSULTANTS FINANCIERS	NATURE DE LA DEPENSE	REFERENCE PIECES JUSTIFICATIVES	CREDIT AUTORISE AJUSTE (a)	TOTAL DEPENSES ENGAGEES (b)	SOLDE DISPONT- BLE (c)-a-b
2/1	- A. Oluokoshi - A.C. Ouammerobi - Ibrahim GAYE	Analyse des évolutions politiques et sociales	- DVA/94/512-DVA/94/511 - DVA/94/661 - Factures-attestations - Copies chèques - Copies contrats	15.333.200	15.111.390	221.810
2/2	- Kwame NINSIN - Moustapha Dème - Sekouba Diarra - Bakary Saougo - O. M. Diallo - Biao TEME	Etudes de cas nationales	- DVA/94/620-DVA/94/710 - DVA/94/712-DVA/94/713 - DVA/94/720-DVA/94/714 - Factures-attestations - Copies chèques - Contrats - Copies avis transfert	47.873.000	45.184.500	2.688.500
2/3	- Chérif SEYE - BRAH M. - Financement réunion de Bamako	Réunion de comparaison	- DVA/94/514-DVA/94/523 - DVA/94/524	5.991.216	4.718.200	1.273.016
2/4	---	Amenagement du territoire	---	12.000.000	12.000.000	---
2/5	---	Etude thématiques	---	5.000.000	5.000.000	---
2/6	- AKA H. Jacques - TNB	Relation avec les média Diffusion	- DVA/94/623-DVA/94/750 - Copies chèques-Factures - Attestations-Contrats	14.000.000	8.530.000	5.470.000

UNITE RAPPOCDE CENERGIE

(Suite tableau I)

Annexe 11

-2-

2/7	- Mission C.E. SEYE (per diem et billets)	Coordination et animation	- DVA/94/723-DVA/94/725 - DVA/94/724 - Copies souches billets	18.686.217	17.466.153	1.220.064
2/8	- Per diem et billets (Comité Scientifique)	Réunion du Comité Scientifique	- DVA/94/020-DVA/94/019 - DVA/94/018 - Billets-reçu rembour- sement	9.000.000	9.000.000	---
2/9	- C. SEYE/billets et per diem - BRAH M./billet et per diem (missions Lagos et Ouaga)	Réunion de fin de boucle	- DVA/94/817-DVA/94/818 - Billets	19.320.000	19.241.529	78.471
2/10	- ADE M.	Appui logistique	---	2.100.000	2.100.000	---
2/11	- CAPE-Mundial Press - Ivoire Scribe- SII - Zein S.	Traduction et impression	---	6.000.000	5.803.475	196.525
2/12	---	Divers et imprévus	---	2.017.468	---	2.017.468
TOTAL :				=====	=====	=====
				157.321.101	144.155.257	13.165.854

UNITE ENERGIE

Annexe 11

-1-

II. BORDEREAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RESTE A PAYER AU 20/10/94

WATPFC/CCE/DPII/ETAT3

WALTPC/CCE/DPIT/BFAT3				MONTANTS/F.CFA			
CIA PI TRE	CONSULTANTS CIBERACIERS	NATURE DE LA DEPENSE	REFERENCE PIECES JUSTIFICATIVES	DEPENSES ENGAGEES (A)	DEPENSES REBOURSEES (B)	DEPENSES A REBOURSEER (C)	RESTE A PAYER D=A-B+C
2/1	- A. Olukoshi - A.C. Ouwmmerobi - Ibrahim GAYE	Analyse des évolutions politiques et sociales	- DVA/94/512-DVA/94/511 - DVA/94/661 - Factures-attestations - Copies chèques - Copies contrats	15.111.390	7.317.229	2.391.280	5.402.881
2/2	- Kwame NINSIN - Moustapha Dieme - Sekouba Diarra - Bakary Sanogo - O. M. Diallo - Bino TEME	Etudes de cas nationales	- DVA/94/620-DVA/94/710 - DVA/94/712-DVA/94/713 - DVA/94/720-DVA/94/714 - Factures-attestations - Copies chèques - Contrats - Copies avis transfert	45.184.500	28.650.287	6.203.751	10.330.462
2/3	- Chérif SEYE - BRAH M. - Financement réunion de Banako	Réunion de comparaison	- DVA/94/514-DVA/94/523 - DVA/94/524	4.718.200	558.200	4.160.000	---
2/4	---	Ambénagement du territoire	---	12.000.000	---	---	12.000.000
2/5	---	Etude thématiques	---	5.000.000	---	---	5.000.000
2/6	- AKA H. Jacques - TNP	Relation avec les média/Diffusion	- DVA/94/623-DVA/94/750 - Copies chèques-Factures - Attestations-Contrats	8.530.000	3.166.000	1.334.000	4.030.000

UNITE HABITOCDE CINERCH

(Suite tableau II)

-2-

2/7	- Mission C.E. SEYE (per diem et billets)	Coordination et animation	- DVA/94/723-DVA/94/725 - DVA/94/724 - Copies souches billets	17.466.153	15.162.190	2.303.963	---
2/8	- Per diem et billets (Comité Scientifique)	Réunion du Comité Scientifique	- DVA/94/020-DVA/94/019 - DVA/94/018 - Billets-reçu remboursement	9.000.000	9.000.000	---	---
2/9	- C. SEYE/billets et per diem - BRAH M./billet et per diem (missions Lagos et Ouaga)	Réunion de fin de boucle	- DVA/94/817-DVA/94/818 - Billets	19.241.529	453.929	2.153.600	16.634.000
2/10	- ADE M.	Appui logistique	---	2.100.000	2.100.000	---	---
2/11	- CAPE-Mundial Press - Ivore Scribe- SII - Zein S.	Traduction et impression	---	5.803.475	5.803.475	---	---
2/12	---	Divers et imprévus	---	---	---	---	---
TOTAL :			=====	144.155.247	72.211.310	18.546.594	53.397.343

Annexe 11

UNITE BABOOCDE CINERGIE

-1-

B. FICHE RECAPITULATIVE DES MONTANTS SOUMIS A REMBOURSER AU 20/10/94 ET NOMBRE DE PJ

FINANCEMENT N°1995/CCF

N° chapitre budgétaire	Etude/Nature	Créancier Consultant	N° P/c	Nombre de pièces	Montant/cfa à rembourser
2/1	Analyse des évolutions politiques et sociales	A. Olukoshi A.C. Onumerobi I. GAYE I. GAYE A.C. Onumerobi A. Olukoshi A. Olukoshi I. GAYE	2/1026 - DVA/94/511 2/1027 - DVA/94/512 2/1028 - DVA/94/661 2/1029 - DVA/94/852 2/1030 - DVA/94/916 2/1031 - DVA/94/919 2/1032 - DVA/94/920 2/1033 - DVA/94/921	5 5 4 6 5 5 5 5	285.500 285.500 333.000 667.000 264.075 264.075 264.075 28.055
TOTAL :					2.391.280
2/2	Etudes de cas nationales	K. NINSIN B. SANOGO B. TEME O.M. DIALLO M. DEME S. DIARRA D. BAMBARA A. BELEM	2/233 - DVA/94/620 2/234 - DVA/94/710 2/235 - DVA/94/712 2/236 - DVA/94/713 2/237 - DVA/94/714 2/238 - DVA/94/720 2/239 - DVA/94/915 2/240 - DVA/94/917	5 5 5 5 5 5 5 5	2.735.751 600.000 400.000 400.000 900.000 500.000 334.000 334.000
TOTAL :					6.203.751
2/3	Réunions de comparaison	C. SEYE C. SEYE M. BRAH	2/303 - DVA/94/514 2/304 - DVA/94/523 2/305 - DVA/94/524	14 1 1	3.430.000 420.000 310.000
TOTAL :					4.160.000

Annexe M

UNITÉ TABLOODE CINERGIE

Annexe 11

(Suite tableau B)

-2-

2/6	Relation avec les media/Diffusion	AKA Honoré J. TNB	2/607 - DVA/94/623 2/608 - DVA/94/750	5 4	334.000 1.000.000
TOTAL :					1.334.000
2/7	Coordination et animation	C. SEYE C. SEYE BRAH M. BRAH M. C. SEYE C. SEYE C. SEYE	2/710 - DVA/94/723 2/711 - Billet 2/712 - DVA/94/724 2/713 - DVA/94/725 2/714 - Billet 2/715 - Billet 2/716 - DVA/94/877 2/717 - Billet	1 2 2 1 1 2 2 1 2	200.000 86.800 410.363 410.000 265.600 265.600 400.000 265.600
TOTAL :					2.303.963
2/9	Réunion de fin de boucle	C. SEYE BRAH M. C. SEYE BRAH M.	2/903 - DVA/94/817 2/904 - DVA/94/818 2/905 - Billet 2/906 - Billet	1 1 2 2	1.190.000 790.000 86.800 86.800
TOTAL :					2.153.600
TOTAUX :					18.546.594

(PJ) : Pièces Justificatives

ANNEXE 12

STATEMENT OF ACCOUNT 409383 009
01.SEP 94 - 25.DEC 94 PAGE 1

Annex 12

409383

COPY AS OF 26.DEC 94

AFRICAN DEVELOPMENT BANK
ADB/OECD (WALTPS) CFA
01 BP 1387 CASIER NR 3

ABIDJAN 01 TEL. 20-44-44

ADB/OECD (WALTPS) CFA

DATE	DESCRIPTION	VALUE	AMOUNT
01.09.94	BALANCE BROUGHT FORWARD CREDIT	CFA FR	***11,691,17
05.09.94	TRANSFER 3942481008	12.08.94	33,568,71
	PAYMENT BY ORDER OF: CITIABIDJAN DETAILS: REPLENISH.OF ACCT.BY ORDER F.E.D. REF.JPH/NR.1693/94.PROJET NO 6 ACP RPR 492.PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST.		
	BALANCE CREDIT	CFA FR	***45,259,88
21.09.94	INTERNAL TRANSFER 3942641003	21.09.94	42,872,52
	DETAILS: REMBOURSEMENT A LA BAD DES MONTANTS AVANCES POUR FINANCER LES OPERATIONS DE WALTPS. REF. DVA/769'ADM		
	TRANSFER 3942641000	21.09.94	13,468,82
	PAYMENT BY ORDER OF: ADB CFA ACCOUNT DETAILS: REMBOURSEMENT OCDE POUR SES OPERA. TION FINANCEES SUR FONDS WALTPS REF. DVA/774'ADM		
	BALANCE CREDIT	CFA FR	***15,856,18
22.09.94	INTERNAL TRANSFER 3942651031	22.09.94	8,000,00
	- 2 -		

STATEMENT OF ACCOUNT 409383 009
01.SEP 94 - 25.DEC 94 PAGE 2

DATE	DESCRIPTION	VALUE	AMOUNT
	TRANSFER AMOUNT FRF	80,000.00	
	AT EXCHANGE RATE 100		
	DETAILS: REPLENISHMENT OF YOUR ACCOUNT BY ORDER YOURSELVES		
	NEW BALANCE CREDIT	CFA FR	***7,856,18
2	DEBIT(S)	50,872,520	
2	CREDIT(S)	47,037,537	

ANNEXE 13

(ANALYSE DES EVOLUTIONS POLITIQUES ET SOCIALES)

- Consultation (Experts politistes, historiens)	:	9.000.000
- Communication	:	2.000.000
- Réunion de synthèse	:	2.000.000

TOTAL CREDIT ALLOUE

: 13.000.000

Avenant : 2.333.200 } 15.333.200

<u>N°/ORDRE</u>	<u>DATE</u>	<u>N° P/C</u>	<u>NATURE DEPENSES</u>	<u>MONTANT</u>	<u>CUMUL</u>
1	30/09/93	DVA/93/693	1ère tranche honor./Olukoshi	142.377	142.377
2	30/09/93	DVA/93/695	1ère tranche honor./Abin	142.377	
3	30/09/93	DVA/93/696	1ère tranche honor./Jibrin	313.229	
4	30/09/93	DVA/93/694	1ère tranche honor./Bonat	142.377	
5	30/09/93	DVA/93/689	1ère tranche honor./Momoh	142.377	
6	07/10/93	DVA/93/719	1ère tranche honor./M.C. Diop	333.000	
7	07/10/93	DVA/93/717	1ère tranche honor./A. Diop	166.000	
8	12/10/93	Factures	Billets réunion coord./Abidjan	677.350	
9	14/10/93	DVA/93/727	P/d réunion coord./Abidjan	1.200.000	
10	04/11/93	DVA/93/779	2ème tranche honor./Bonat	141.575	
11	04/11/93	DVA/93/780	2ème tranche honor./Abin	141.575	
12	04/11/93	DVA/93/778	2ème tranche honor./Olukoshi	141.575	
13	04/11/93	DVA/93/777	2ème tranche honor./Momoh	141.575	
14	23/11/93	DVA/93/800	2ème tranche honor./M.C. Diop	333.000	
15	19/11/93	DVA/93/804	Remb. communication Jibrin	33.182	
16	19/11/93	DVA/93/806	2ème tranche honor./Jibrin	311.465	
17	24/03/94	DVA/94/206	3ème tranche honor./M.C. Diop	334.000	
18	28/03/94	Factures	Régular. billets (voir L. 8)	27.300	
19	13/04/94	DVA/94/297	Remb. frais divers/Jibrin	243.753	
20	15/04/94	DVA/94/305	3ème tranche honor./Jibrin	628.096	
21	20/04/94	DVA/94/325	Prestat. service Hotel Tlama	105.050	
22	21/04/94	DVA/94/327	1ère tranche honor./Olukoshi	285.498	
23	21/04/94	DVA/94/335	1ère tranche honor./Onumero.	285.498	
24	22/04/94	DVA/94/337	2 et 3ème tranche honor./A. Diop	334.000	
25	25/05/94	DVA/94/451	3ème tranches Bonat et Abin/Seye	571.000	7.317.229

4.503.034

<u>N°/ORDRE</u>	<u>DATE</u>	<u>N° P/C</u>	<u>NATURE DEPENSES</u>	<u>MONTANT</u>	<u>CUMUL</u>
26	09/06/94	DVA/94/511	2ème tranche honor./Olukoshi	285.500	7.602.729
27	09/06/94	DVA/94/512	2ème tranche honor./Onwumerobi	285.500	
28	26/07/94	DVA/94/661	1ère tranche honor./I. GAYE	333.000	
29	29/09/94	DVA/94/852	2 et 3ème tranches honor./I. GAYE	667.000	
30	18/10/94	DVA/94/916	3ème tranche honor. Onwumerobi	264.075	10.500.734
31	18/10/94	DVA/94/920	3ème tranche honor. Olukoshi	264.075	
32	18/10/94	DVA/94/919	3ème tranche honor. Olukoshi	264.075	
33	18/10/94	DVA/94/921	Remboursement frais/I. GAYE	28.055	
34	17/11/94	DVA/94/1039	1, 2 et 3ème tranches J. Ariyo	792.225	

Année 13

DP II

COMPTE CHAPITRE BUDGETAIRE/F.CFA : 2/1

Année 13

(ANALYSE DES EVOLUTIONS POLITIQUES ET SOCIALES)

FINANCEMENT WALTPS/CCE

N° ENGAGEMENT	N° P/C (DVA)	NATURE	CREANCIER	CREDIT AUTORISE	MONTANT ENGAGE	DISPONIBLE SUR ENGAGEMENT	PAIEMENT	RESTE A PAYER
REPORT				15.333.200	15.111.390	221.810	9.708.509	5.402.881
2/1034	94/1039	Honoraires consultation	J.A. ARIYO	-----	-----	-----	792.225	4.610.656
TOTAL :				15.333.200	15.111.390	221.810	10.500.734	4.610.656

DP II

COMPTE CHAPITRE BUDGETAIRE/F.C.F.A :

2/2

Annexe 13

(ETUDES DE CAS NATIONALES)

- Ghana (Experts = 16 millions ; réunion et diffusion = 0,5 million) : 16.500.000
- Burkina Faso : 8.000.000
- Côte d'Ivoire (diffusion) : 1.500.000
- Mali (Experts = 8 millions ; réunion et diffusion) : 9.000.000

TOTAL CREDIT ALLOUE

: 35.000.000
Avenant : 12.873.000 } 47.873.000

N°/ORDRE	DATE	N° P/C	NATURE DEPENSES	MONTANT	CUMUL
1	29/09/93	DVA/93/664	1ère tranche honor./Seidou D.	500.000	500.000
2	29/09/93	DVA/93/666	1ère tranche honor./M. Dème	900.000	
3	29/09/93	DVA/93/663	1ère tranche honor./B. Sanogo	600.000	
4	29/09/93	DVA/93/662	1ère tranche honor./O. Diallo	400.000	
5	29/09/93	DVA/93/671	1ère tranche honor./Ezana B.	333.000	
6	29/09/93	DVA/93/665	1ère tranche honor./Y. Thomas	333.000	
7	29/09/93	DVA/93/660	1ère tranche honor./B. Amadé	333.000	
8	29/09/93	DVA/93/661	1ère tranche honor./K. Edmond	333.000	
9	29/09/93	DVA/93/670	1ère tranche honor./D. Bambara	333.000	
10	29/09/93	DVA/93/668	1ère tranche honor./C. Pilotage	1.650.000	
2021	30/09/93	DVA/93/687*p1471X1	1ère tranche honor./NII Sowa		
12	30/09/93	DVA/93/692	1ère tranche honor./G. Botchié	498.319	
13	30/09/93	DVA/93/690	1ère tranche honor./K. Ninsin	711.884	
14	30/09/93	DVA/93/688	1ère tranche honor./T. Addo	783.072	
15	30/09/93	DVA/93/691	1ère tranche honor./J. Nabila	498.319	
16	23/11/93	DVA/93/802	1ère tranche honor./B. TEME	400.000	
17	23/11/93	DVA/93/805	2ème tranche honor./K. Edmond	333.000	
18	24/03/94	DVA/94/207	2ème tranche honor./D. Bambara	333.000	
19	24/03/94	DVA/94/200	2ème tranche honor./Y. Thomas	333.000	
20	24/03/94	DVA/94/203	2ème tranche honor./Ezana B.	333.000	
21	24/03/94	DVA/94/209	2ème tranche honor./B. Amadé	333.000	
22	24/03/94	DVA/94/202	2ème tranche honor./C. Pilotage	1.650.000	
23	24/03/94	DVA/94/199	2ème tranche honor./NII Sowa	5.012.770	
24	24/03/94	DVA/94/201	2ème tranche honor./G. Botchié	2.064.082	
25	24/03/94	DVA/94/208	2ème tranche honor./J. Nabila	2.064.082	22.272.730
				<u>10.149.796</u>	

<u>N°/ORDRE</u>	<u>DATE</u>	<u>N° P/C</u>	<u>NATURE DEPENSES</u>	<u>MONTANT</u>	<u>CUMUL</u>
26	24/03/94	DVA/94/205	2ème tranche honor. / S. Addo	3.243.557	25.516.287
27	22/04/94	DVA/94/330	2ème tranche honor./B. TEME	400.000	
28	22/04/94	DVA/94/332	2ème tranche honor./M. DEME	900.000	
29	22/04/94	DVA/94/338	2ème tranche honor./B. Sanogo	600.000	
30	22/04/94	DVA/94/329	2ème tranche honor./S. Diallo	400.000	
31	06/05/94	DVA/94/396	2ème tranche honor./S. Diarra	500.000	
32	19/05/94	DVA/94/431	3ème tranche honor./E. Kaboré	334.000	
33	07/07/94	DVA/94/620	2ème tranche honor./K. Ninsin	2.735.751	
34	11/08/94	DVA/94/714	3ème tranche honor./M. DEME	900.000	
35	11/08/94	DVA/94/720	3ème tranche honor./S. Diarra	500.000	
36	11/08/94	DVA/94/713	3ème tranche honor./O.M. Diallo	400.000	34.854.038
37	11/08/94	DVA/94/712	3ème tranche honor./B. TEME	400.000	
38	11/08/94	DVA/94/710	3ème tranche honor./B. Sanogo	600.000	
39	18/10/94	DVA/94/915	3ème tranche honor. D. Bambara	334.000	
40	18/10/94	DVA/94/917	3ème tranche honor. A. Belem	334.000	

Annexe 13

DP II

COMPTE CHAPITRE BUDGETAIRE/F.CFA :

2/3

Annexe 13

(REUNION DE COMPARAISON)

- Voyage	:	1.500.000
- Per diem	:	1.500.000
- Divers (Publicité, secrétariat, fourniture	:	1.000.000
- Salle	:	500.000

TOTAL CREDIT ALLOUE

	:	4.500.000	
Avenant	:	1.491.216	} 5.991.216

<u>N°/ORDRE</u>	<u>DATE</u>	<u>N° P/C</u>	<u>NATURE DEPENSES</u>	<u>MONTANT</u>	<u>CUMUL</u>
1	16/09/93		Per diem Seye/Mission Bko et Dkar	365.000	365.000
2	16/09/93		Billet Seye/Mission Bko et Dkar	193.200	<u>558.200</u>
3	08/06/94	DVA/94/514	Budget réunion/Bamako	5.580.000	
4	08/06/94	DVA/94/523	Per diem Seye/Réunion Bamako	420.000	
5	08/06/94	DVA/94/524	Per diem Brah/Réunion Bamako	310.000	
6	04/07/94	Reçu 02796	Remb. reste/retour mission Bko	(2.150.000)	
7	27/10/94	DVA/94/968	Per diem SEYE/Mission Dkar	1.210.000	5.928.200

N° ENGAGEMENT	N° P/C (DVA)	NATURE	CREANCIER	CREDIT AUTORISE	MONTANT ENGAGE	DISPONIBLE SUR ENGAGEMENT	PAIEMENT	RESTE A PAYER
REPORT				5.991.216	4.718.200	1.273.016	4.718.200	----
2/306	94/968	Per diem Mission/Dkar	C. SEYE	-----	1.210.000	63.016	1.210.000	----
			TOTAL :	5.991.216	5.928.200	63.016	5.928.200	----

COMPTÉ CHAPITRE BUDGETAIRE/F.C.F.A : 2/7

Annex 13

N° ENGAGEMENT	N° P/C (DVA)	NATURE	CREANCIER	CREDIT AUTORISE	MONTANT ENGAGE	DISPONIBLE SUR ENGAGEMENT	PAIEMENT	RESTE A PAYER
REPORT				18.686.217	17.466.153	1.220.064	17.466.153	-----
2/718	94/967	Per diem Mission/Dakar	BRAH M.	-----	700.000	520.064	700.000	-----
2/719	Facture Billet	Billet Mission/Dakar	BRAH M.	-----	266.100	253.964	266.100	-----
			S/total :				966.100	
			TOTAL :	18.686.217	18.432.253	253.964	18.432.253	-----

ANNEXE 14

AFRICAN DEVELOPMENT BANK

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

INTER-OFFICE MEMORANDUM

Date: 21 novembre 1994

REF: CIN/BAD/OCDE/MB/M/1379

A : M. M.L. MORCOS
Directeur, FACT

DE : G.M.B. KARIISA
Directeur, CEPR

OBJET : ETAT DE RAPPROCHEMENT FINANCIER/ETAT FACT AU 30/09/94

Suite aux recommandations contenues dans le rapport préliminaire d'audit interne n° IR/94/04 sur le projet CINERGIE, au 31 décembre 1993, et suite aux souhaits émis par le rapport d'audit OCDE, au 31 décembre 1993, nous avons le plaisir de vous faire parvenir le présent état de rapprochement financier/état de FACT, au 30 septembre 1994.

Je vous remercie pour votre habituelle coopération.

CC : - M. A.I. JITUBOH
Directeur, COOP

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

CINERGIE-UNITE BAD/OCDE

Annexe 14

- ETAT FINANCIER WALTPS/CCE AU 30 SEPTEMBRE 1994

- RAPPROCHEMENT FINANCIER/SITUATION FINANCIERE FACT AU 30 SEPTEMBRE 1994

	<u>MT DEBIT</u>	<u>MT CREDIT</u>
A.		
1. Situation nette/banque au 01/07/94		8.168.713
2. Fonds reçus durant la période		33.568.711 13.468.826 43.900
3. Montant à payer à la BAD (remboursement à la BAD montant au 30/06/94)	42.872.520	
4. Dépenses durant la période de trois mois (financées sur fonds BAD)	32.914.064	
5. TOTAL 1	75.786.584	55.250.150
6. Situation nette au 30/09/94 avant rapprochement		(20.761.701)
B.		
7. fonds reçu durant la periode		(43.900)
8. Solde mission SEYE Solde mission BRAH Soldes missions SEYE et BRAH	827.241 113.423 531.200	
9. Rajustement/Dévaluation Per diem Comité Scientifique Bruxelles en janvier 1994	2.925.000	
10. Magassouba/chèque payé par erreur sur fonds PNUD		168.000
11. 1ère tranche honoraires I. GAYE		333.000
12. TOTAL 2	80.183.448	55.707.250
C.		
13. Situation nette au 30/09/94 ETAT FACT		(24.476.198)

ANNEXE 15

**UNITE BAD/CODE
CINERGIE**

Année 15

**SITUATION DES FONDS ALLOUES PAR LE FED A L'ETUDE
PROSPECTIVE WALTPS AU 30 NOVEMBRE 1994**

AVANT DEVALUATION		APRES DEVALUATION					
1 ECU = 344,95 F.CFA		1 ECU = 655 F.CFA					
Total fonds alloués par le FED :	Montant en ECU	Montant en F.CFA	Disponible total au 31/12/93 :	Montant en ECU	Montant en F.CFA		
	645.000	222.492.750		472.847,83	309.715.328		
	Total fonds reçus durant 1993 :	172.152,17		59.383.890	Fonds reçus du 1er jan. au 30 sept. 1994	142.702,82	93.470.350
	Total fonds disponibles au 31/12/93 :	472.847,83		163.108.859	Fonds total disponible au 01/10/94 :	330.145	216.244.978
			Reste à recevoir (*) (Soumis et à soumettre)	106.206,154	69.565.031		
			Disponible net (**)	223.938,85	146.679.947		

UNITE BAD/OCDE
CINERGIE

<u>NB</u> : 1. (*) :	- Différence à recevoir/état au 20/10/94	:	3.001.834 F.CFA
	- Reste à payer au 20/10/94	:	53.397.343 F.CFA
	- Disponible sur engagement au 20/10/94	:	13.165.854 F.CFA

2. (**): - Fonds prévisionnel restant à la fin du second devis-programme.

u.t

CONTRIBUTION AU PROGRAMME DE DIFFUSION DE L'ETUDE WALTPS : 3 REUNIONS EN 1995

Le présent document a pour but de présenter succinctement trois projets de séminaires régionaux conçus dans la dynamique générée par l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest.

L'étude a eu le mérite d'apporter une analyse novatrice de la situation et des perspectives de développement de la région. Cette "autre vision", fondée sur l'observation des dynamiques de peuplement, a suscité l'intérêt, parfois critique, d'un grand nombre d'interlocuteurs du CILSS, du Club du Sahel et de la Cellule CINERGIE-BAD/OCDE. Ils ont, pour la plupart, reconnu que cette approche méritait d'être développée en synergie avec les méthodes plus traditionnelles, sur des thèmes plus sectoriels et des espaces géographiques plus restreints.

Les trois séminaires proposés ici constituent une première réponse à ce souhait et reposent sur les mêmes principes :

- valoriser des dynamiques de recherche et de réflexion déjà existante ;
- expliquer WALTPS, mettre ses outils à disposition et confronter ses thèses aux travaux en cours

I PROJET DE SEMINAIRE REGIONAL SUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, LA DECENTRALISATION ET L'ECONOMIE LOCALE

1.1 CADRE GENERAL

La nécessité de réhabiliter l'aménagement du territoire...

En attirant l'attention sur les dynamiques de peuplement et sur l'importance des processus spatiaux du développement, l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest invite les décideurs de la région et leurs partenaires extérieurs, à remettre à l'honneur l'aménagement du territoire en tant que composante essentielle des stratégies de développement.

L'expérience récente montre que, dans les pays en voie de peuplement que sont les pays ouest-africains, la gestion de l'espace ne peut être abordée sous les seuls angles de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles. Le décuplement probable de la population régionale entre 1930 et 2020, le développement de zones rurales à forte concentration humaine, le centuplement de la population urbaine impliquent inévitablement de profondes transformations et une exploitation croissante du milieu. Ces dynamiques ne sauraient être canalisées par des politiques essentiellement défensives (lutte contre la sécheresse, contre la désertification, contre l'exode rural, contre les migrations vers les côtes,...).

...de promouvoir la décentralisation...

L'étude invite également les responsables africains et leurs partenaires à reconsidérer le rôle de l'Etat et de l'administration centrale. Déconsidérés par une ou deux décennies de gestion clientéliste, affaiblis par la crise, contestés dans leur légitimité, à la fois par les élites nationales et par les aides extérieures, les responsables politiques en viennent souvent à se réfugier dans la gestion au jour le jour. Les décisions stratégiques se prennent ainsi de plus en plus à Washington ou à Paris qu'à Lagos ou Abidjan. Ceci ne sert évidemment pas l'objectif de la bonne gouvernance et de la démocratisation prônés par ailleurs. L'étude émet l'avis qu'il ne peut y avoir de véritable décentralisation, qui ne se réduise pas à une simple défausse, que dans les pays disposant d'un Etat porteur d'un projet de société clairement exprimé (une vision centrale forte) et d'une administration du territoire compétente, capable d'arbitrer.

...et d'appuyer le développement de l'économie locale.

Enfin, l'étude attire l'attention sur le fonctionnement de l'économie réelle (qui ne se réduit pas à l'économie officielle), sur les liens entre les dynamiques de peuplement et la croissance de la demande intérieure et régionale et sur le rôle moteur de cette demande sur l'économie réelle. Elle suggère ainsi que l'un des moyens, pour les pays de la région, de renouer avec une croissance forte et durable, consiste à relancer l'économie locale (les villes et leur hinterland). Elle suggère enfin que cette dynamique doit passer par une meilleure gouvernance au niveau des entités décentralisées et, dans certain cas, par une relance de la dépense publique locale.

1.2 OBJECTIFS DU SEMINAIRE

L'étude a montré l'interdépendance de ces trois questions de l'aménagement du territoire, de la décentralisation et de l'économie locale et la nécessité de l'aborder dans l'espace et la longue durée.

Par ailleurs,

- certains pays de la région sont en avance sur les autres dans leur appréhension des problèmes d'aménagement et d'équipement du territoire (Côte d'Ivoire) de gestion des espaces denses (Nigeria), voire de la relance économique par le marché intérieur et régional (Burkina Faso) ;
- d'autres pays en développement disposent également d'expériences intéressantes
- un certain nombre de projets régionaux actuellement à l'oeuvre dans la région ont accumulé connaissances et expériences dans le domaine de la décentralisation et de l'aménagement du territoire (Programme de Développement Municipal, Urban Management Programme, UNDP-NLTPS et manifestent de l'intérêt pour l'approche développée dans WALTPS ;
- des universitaires africains travaillent sur ces thèmes, en collaboration avec des homologues européens ou américains ;
- les entrepreneurs ouest-africains, placent de plus en plus au centre de leurs débats, le thème de la décentralisation et de la gouvernance, comme le montre les différentes publications du réseau de l'entreprise ;
- enfin, les administrations des pays de la région, le plus souvent sans projet ni moyens, voient leurs capacités à gérer leur territoire se réduire de jour en jour.

L'objectif principal du séminaire est de réunir un panel capable de confronter à l'approche WALTPS l'ensemble des expériences énumérées ci-dessus et d'amorcer la création d'un réseau de personnalités responsables, à divers titres, de la gestion de l'espace (fonctionnaires du plan et des finances chargés de la programmation des dépenses publiques, du ministère de l'intérieur chargés de la tutelle des entités administratives, gouverneurs et préfets, maires, experts en économie spatiale, géographes, chercheurs...); le développement de ce réseau constituant sans doute, l'un des seuls moyens de promouvoir progressivement la prise en compte de l'aménagement du territoire et de la décentralisation dans les politiques de développement.

Les objectifs induits sont les suivants :

- divulguer les résultats de l'étude WALTPS dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la décentralisation et de l'économie locale ;
- compléter ces acquis à la lumière des diverses expériences et projets existants et identifier des domaines d'investigation et d'action jugés prioritaires ;
- évaluer les moyens à mettre en oeuvre pour rétablir un niveau de connaissance des réalités régionales et un niveau de compétence adéquats pour les disciplines de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'espace

1.3 LOGISTIQUE

a) Participants

Le Séminaire devrait se tenir dans un pays d'Afrique de l'ouest, le nombre de participants est estimé entre 60 et 70 personnes dont :

- 35 représentants des administrations centrales et territoriales et des milieux universitaires ouest-africains, anglophones et francophones ;
- 5 représentants des administrations centrales et territoriales et des milieux universitaires d'autres pays en développement ;
- 5 représentants des milieux universitaires européens et américains ;
- des représentants du réseau de l'entreprise et des projets PDM, UMP et NLTPS (5 à 10);
- 2 consultants
- une dizaine de représentants des bailleurs de fonds

b) Budget prévisionnel

- Voyages

- 35 billets AW/AW (y compris réseau entreprise)	140 000 FF
- 5 billets autre PVD/AW	50 000 FF
- 5 billets Eur/AW (2 consult + 3 Univ)	50 000 FF
- 2 billets Am/AW (univ)	30 000 FF
Ss Total :	270 000 FF

- **Prise en charge** : 140 000 FF

5 jours de prise en charge en moyenne pour 3 jours de séminaire : 47 personnes x 600 FF x 5

- **Interprétariat, salle, secrétariat, transports sur place, divers** : 60 000 FF

TOTAL : 470 000 FF

soit environ : 75 000 ECU
90 000 \$

II PROJET DE SEMINAIRE REGIONAL SUR LES PERSPECTIVES A LONG TERME DE L'AGRICULTURE OUEST-AFRICAINE

2.1 CADRE GENERAL

L'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest a mis en évidence un certains nombre d'éléments d'analyse nouveaux de l'agriculture, à travers une lecture démo-économique et spatialisée de ce secteur.

En moins d'un siècle, de 1930 à 2020, le rapport entre la population urbaine et la population rurale aura été multiplié par quinze. C'est en gardant présent à l'esprit cette dynamique de peuplement (au sens de la croissance et de la redistribution spatiale de la population) que les politiques agricoles doivent être pensées.

Une analyse statistique spatialisée et des études de cas, ont montré que la demande urbaine joue un rôle structurant sur la géographie de l'offre de produits agricoles ; l'urbanisation jouant un double rôle d'allègement de la pression sur les terres et de développement d'une demande solvable

pour ceux qui restent. Cependant, ce moteur urbain de l'agriculture n'est opérationnel que si le fonctionnement du marché est satisfaisant et que la complémentarité des échanges villes-campagnes se développe.

Si, à l'échelle d'une génération, le nombre d'agriculteurs concernés par l'immersion dans l'économie de marché sera bien plus important qu'aujourd'hui, la majorité d'entre eux devraient continuer à exercer une activité proche de l'économie de subsistance.

Du point de vue des ressources naturelles, ces deux types d'agriculture déterminent et détermineront des problématiques différenciées selon qu'une zone agricole est saturée ou non, plus ou moins sollicitée par le marché etc...

En résumé, l'agriculture ouest-africaine couvre une gamme de plus en plus diversifiée de problématiques répondant à deux types de rationalité : une rationalité offensive (celle de l'agriculture de rente et du développement de l'agriculture vivrière de marché) et une rationalité défensive (celle du maintien de l'agriculture de subsistance et de la préservation des ressources naturelles).

Il n'est pas souhaitable (et probablement pas possible) d'élaborer des politiques agricoles en séparant les deux aspects, qui sont intrinsèquement liés. Dans les stratégies paysannes, cultures vivrières, cultures de rente, maraîchage, élevage (voire migration) répondent d'une stratégie unique et intégrée. Au niveau macroscopique, on ne peut pas faire l'économie d'une intégration identique dans la politique des Etats. Les politiques foncières, les politiques de crédit, les politiques de recherche doivent intégrer l'ensemble des problématiques de l'agriculture, au risque sinon d'assister à un clivage croissant entre promoteurs du rôle "offensif" et du rôle "défensif" de l'agriculture.

2.2 OBJECTIFS DU SEMINAIRE

La prochaine mise en oeuvre de la Convention sur la désertification, d'une part, la demande très forte créée par l'étude WALTPS dans les pays ouest-africains, constituent une opportunité pour la création d'une dynamique intégrée portant à la fois sur l'agriculture et les ressources naturelles.

Par ailleurs, un certain nombre d'institut de recherche européen et américains ont fait part de leur intérêt pour ce type de démarche.

Enfin, l'Institut du Sahel (Institut spécialisée du CILSS dont le siège est à Bamako), qui dispose d'une expérience déjà significative dans le domaine de la coordination de la recherche, est en train de mettre en place une équipe régionale africaine composée d'un expert en sécurité alimentaire, d'un spécialiste en gestion des ressources naturelles renouvelables, d'un coordinateur de recherche et d'un éditeur scientifique. Cette équipe sera chargée d'actions d'appui à la recherche nationale par des mini-grants et de la rédaction de synthèses régionale.

L'objectif central du séminaire est donc, en saisissant cette triple opportunité, d'initier une convergence entre les initiatives qui démarrent sur la CID, suites de WALTPS et les autres dossiers au sein d'une problématique plus globale : le rôle de l'agriculture et des ressources naturelles dans le développement à long terme des pays sahéliens.

Les objectifs induits sont les suivants :

- divulguer les acquis de WALTPS sur la problématique agriculture/gestion de l'espace/environnement ;
- confronter ces acquis avec les programmes de recherche et les réflexions menées au niveau national et régional ;
- proposer des programmes de recherche incluant l'approche WALTPS

2.3 LOGISTIQUE

a) Participants

Le séminaire devrait se tenir à Bamako, au siège de l'institut du Sahel, le nombre de participants est estimé entre 40 et 50 personnes dont :

- staff CILSS/INSAH (+/- 10) ;
- 20 chercheurs ouest-africains ;
- 5 représentants d'instituts de recherche européens et américains ;
- 2 consultants ;
- une dizaine de représentants des bailleurs de fonds

b) Budget prévisionnel

- Voyages

- | | |
|---|-----------|
| - 15 billets AW/AW | 60 000 FF |
| - 5 billets Eur/AW (2 consult + 3 chercheurs) | 50 000 FF |
| - 2 billets Am/AW (chercheurs) | 30 000 FF |

Ss Total a) : 140 000 FF

- | | |
|-------------------|-------------|
| - Prise en charge | : 70 000 FF |
|-------------------|-------------|

5 jours de prise en charge en moyenne pour 3 jours de séminaire : 22 personnes x 600 FF x 5

- | | |
|--|-------------|
| - Interprétariat, secrétariat, transports
sur place, divers | : 40 000 FF |
|--|-------------|

TOTAL : 250 000 FF

soit environ :	40 000 ECU
	47 000 \$

III PROJET D'APPUI A UN SEMINAIRE REGIONAL SUR L'ECONOMIE URBAINE ET LA GESTION DES VILLES

3.1 CADRE GENERAL

Les villes ouest-africaines vont continuer à croître en dépit de fortes contraintes au développement de l'emploi urbain

L'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest décrit l'importance du phénomène urbain dans les fortes mutations de peuplement, économiques et sociales de la région entre 1960 et nos jours. En trente ans, la population urbaine est passée d'un peu plus de 10 millions de personnes (14% de la population totale), à près de 80 millions (40% de la population totale) et le nombre de centres urbains a été multiplié par 4.

Au cours de cette période, les prix élevés des matières premières ont permis aux Etats d'importants prélèvements sur les exportations tout en maintenant des prix rémunérateurs aux producteurs. Ces flux financiers, en grande partie dirigés vers les villes, (dépenses publiques, infrastructures, croissance des effectifs de la fonction publique...), ont entraîné un afflux de population et d'activités connexes, en particulier dans le bâtiment et les services. Sur ce principe, les villes ouest-africaines se sont construites, tant bien que mal, et ont réussi à accueillir près de 70 millions de nouveaux arrivants en investissant plusieurs centaines de milliards de dollars (essentiellement des investissements privés de logement).

Cette mécanique, où la ponction sur les ressources extérieures est le moteur de l'activité urbaine s'est grippée, sans doute durablement. La manne publique s'est considérablement rétrécie, les entreprises modernes, mais aussi le secteur informel ont subi de plein fouet la diminution de la demande solvable et la concurrence des produits importés à bas prix. Au cours de la dernière décennie, la croissance des villes s'est donc, logiquement réduite.

Pour autant, l'étude montre que la dynamique d'urbanisation, même ralentie par la crise et par la diminution relative du "réservoir" de nouveaux migrants en provenance du milieu rural, devrait déboucher, en hypothèse moyenne, sur un triplement de la population des villes d'ici une génération (270 millions d'urbains en 2020).

Ce processus est inéluctable du fait de la croissance naturelle des villes et du fait que l'espace agricole ne pourra supporter la croissance naturelle des populations rurales. L'émergence de la compétition devrait favoriser le développement d'une classe minoritaire d'agriculteurs performants tournés vers les marchés urbains ; mais l'agriculture ne pourra, en aucun cas, fournir des revenus à tous les nouveaux ouest-africains.

Entre une économie urbaine en panne et une économie agricole aux capacités d'intégration de la main d'œuvre limitées (au regard de la croissance démographique), la seule voie possible semble être de créer les conditions de la poursuite de la croissance des villes.

En se développant, les villes créent des zones d'influence économique dans leur hinterland rural

Si l'on fait abstraction des frontières politiques, on voit que le réseau urbain régional est aujourd'hui articulé autour d'une dizaine de grandes villes distantes chacune de 800 à 1000 Km. Ce maillage, assez lâche, va, selon toute probabilité se resserrer singulièrement au cours des trente prochaines années. Les projections de WALTPS indiquent qu'il pourrait progressivement tendre vers un réseau d'une centaine de villes répartie sur une trame de 100 à 500 Km et desservant chacune une population de 2 à 10 millions d'habitants.

De plus en plus, la réalité économique des villes ouest-africaines sera, non plus seulement celle de l'agglomération urbaine, mais celle de la zone sur laquelle elle rayonne, des agriculteurs dont elle stimule la production et à qui elle vend des biens et services...

3.2 OBJECTIFS DU SEMINAIRE

Depuis quelques années, suite à la crise financière des Etats, les pays ouest-africains et leurs partenaires de la communauté internationale, ont pris conscience de la nécessité d'améliorer la gestion des villes. Un certain nombre de programmes ont été initiés ; des réseaux régionaux de gestionnaires urbains ont été constitués.

Ces programmes sont essentiellement tournés vers les problèmes d'aménagement et de gestion financière des entités urbaines.

L'équipe WALTPS est convaincue qu'il est nécessaire de compléter cette approche par des travaux sur l'économie urbaine et sur les échanges entre les villes et leur hinterland rural ; ces deux éléments qui constituent l'économie locale ne devant plus être considérés séparément.

Cette relance de l'économie locale qui constitue sans doute l'un des enjeux majeurs de la région est indissociable des problèmes de gestion urbaine, de fiscalité et de dépense publique qui sont au centre des préoccupations des réseaux actuels de gestionnaires urbains.

L'objectif du séminaire est donc de faire passer ces préoccupations au niveau de ces réseaux :

- expliquer à un panel représentatif de gestionnaires urbains la démarche WALTPS sur ces sujets et les outils d'analyse mis au point ;

- confronté cette démarche et ces outils avec le travail réalisé par ces réseaux ;
- définir des orientations de recherche complémentaires, et notamment des études de cas qui pourraient apporter un éclairage complémentaire au travail de ces réseaux.

3.3 LOGISTIQUE

a) Participants

Le projet consiste à élargir quelque peu le nombre de participants à l'un des séminaires régionaux organisés par les réseaux ouest-africains de gestionnaires urbains : 2 consultants de l'équipe WALTPS et 8 personnalités africaines dont l'expérience pourrait contribuer à élargir le champ traditionnel d'analyse de ces réseaux.

b) Budget prévisionnel

- Voyages

- 2 billets Eur/AW	20 000 FF
- 4 billets AW/AW	8 000 FF

Ss Total : 28 000 FF

- Prise en charge	30 000 FF
--------------------------	------------------

5 jours de prise en charge en moyenne pour 3 jours de séminaire : 10 personnes x 600 x 5

- Divers	10 000 FF
-----------------	------------------

TOTAL : 68 000 FF

Soit environ :	11 000 ECU
	13 000 \$

ANNEXE 16

Annexe 16

A : M. M.L. MORCOS
Directeur, FACT

DE : Chérif E. SEYE
Chargé de communication
Unité BAD/OCDE

OBJET : RAPPORT FINANCIER/AVANCE DE FONDS POUR LA REUNION
REGIONALE SUR L'ETUDE PROSPECTIVE WALTPS A OUAGA

Une avance de fonds de 29.755.000 F.CFA (sous forme de mise à disposition à la BCIAB/Ouaga) m'avait été consentie pour le financement de la rencontre régionale de fin de boucle, du 26 au 30 septembre 1994 (cf notre memorandum n° CIN/BAD/OCDE/MB/B/1290 du 01/09/94). Cette avance avait été imputée au budget WALTPS/BELGIQUE, chapitre "réunions".

En conséquence, j'ai le plaisir de vous faire le point des dépenses effectuées/F.CFA :

1. DEPENSES EFFECTUEES

- Total per diem payé	:	5.105.000
- Hébergement et restauration	:	6.385.330
- Location de salles/CGP	:	580.000
- Location de véhicules/DPAE	:	799.000
- Honoraires interprètes	:	3.063.200
- Location photocopieur/reproduction	:	900.740
- Pausas café/CGP	:	436.000
- Enregistrement de 2 tables rondes	:	1.700.000
- Prise en charge équipe technique TNB	:	300.000
- Couverture de la réunion/TNB et AIB	:	523.240
- Communication/Rédaction d'articles	:	200.000
- Organisation, appui logistique	:	650.000

- Couverture photo et de publicité	:	84.000
- Fournitures de bureau	:	177.560
- Divers et imprévus	:	1.398.845
		<hr/>
Soit total dépenses	:	22.302.915
2. <u>MONTANT AVANCE DE FONDS</u>	:	29.755.000
3. <u>SOLDE A REMBOURSER A LA BANQUE</u>	:	7.452.085

Je rembourse donc à la Banque, à l'issue de cette rencontre, la somme de 7.452.085 F.CFA (sept millions quatre cent cinquante deux mille quatre vingt cinq francs CFA).

Je vous remercie pour votre habituelle coopération.

PJ : - Rapport financier et analyse des écarts
- Fiches (7 pages) d'émargement per diem des participants
- trente deux (32) factures des dépenses
- Fiche de remboursement
- Reçu de versement n°

CINERGIE-BAD/OCDE

Annexe 16

RENCONTRE REGIONALE SUR LES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

(DU 26 AU 29 SEPTEMBRE 1994 A OUAGADOUGOU)

ANALYSE/ECARTS BUDGETAIRES/F.C.F.A. (PROVISOIRE)**

<u>DESIGNATION</u>	<u>PREVISIONS</u>	<u>REALISATIONS</u>	<u>ECARTS</u>
<u>Per diem/Dejeuner et hebergement</u>	18.000.000	11.490.330	6.509.670
<u>Location de salle</u>	800.000	580.000	220.000
<u>Location vehicule</u>	400.000	799.000	(399.000)
<u>Frais reproduction Locat. photocopieur</u>	1.100.000	900.740	199.260
<u>Hono. interpretes</u>	3.350.000	3.063.200	286.800
<u>Frais pauses café</u>	800.000	436.000	364.000
<u>Appui aux media</u>	1.500.000	2.723.240	(1.223.240)
<u>Appui logistique</u>	1.100.000	827.560	272.440
<u>Divers</u>	2.705.000	1.482.845	1.222.155
	-----	-----	-----
<u>TOTAUX</u>	29.755.000	22.302.915	7.452.085

NB : Cette analyse/écarts budgétaires chiffrée peut faire
l'objet d'une analyse commentée par poste budgétaire.

Tableau récapitulatif de financement WALTPS sur Fonds Belges (7 millions FB)

Financement experts	29 000 000 FCFA
Editions de documents	27 000 000 FCFA
Réunions (comparaison, valorisation, fin de boucle)	44 000 000 FCFA
TOTAL	100 000 000 FCFA

Annexe 16

UNITE BADOCODE CINERGIE

SITUATION BUDGETAIRE DES ENGAGEMENTS ET DEPENSES AU 31/12/94 (F.CPA)

FINANCEMENT WATPS/BELGIQUE

ETUDE/NATURE	CREDIT AUTORISE (A)	DEPENSES ENGAGEES (B)	DISPONIBLE SUR ENGAGEMENT (C) = A - B	ENGAGEES ET PAYEES (D)	RESTE A PAYER (E) = B - D
Analyse des évolutions politiques et sociales	4.000.000	---	4.000.000	---	---
Etudes de cas nationales	25.000.000	---	25.000.000	---	---
Réunions de comparaison	10.000.000	---	10.000.000	---	---
Relation avec les media et diffusion	27.000.000	---	27.000.000	---	---
Réunions de fin de boucle	12.000.000	9.755.000	2.245.000	9.755.000	---
Réunions de valorisation	22.000.000	20.970.847	1.029.153	13.518.762	7.452.085
TOTAL :	100.000.000	30.725.847	69.274.153	23.273.762	7.452.085

ANNEXE 17

CINERGIE

UNITE BAD/OCDE

Annexe 17

SYNTHESE ET VUE D'ENSEMBLE DES FONDS MIS EN OEUVRE,
LEUR UTILISATION ET LES SOLDES DISPONIBLES
AU 31 DECEMBRE 1994/EN FF

(Fonds CINERGIE/OCDE, fonds WALTPS/CCE et WALTPS/Belgique)

SOURCE DE FINANCEMENT	CREDITS AUTORISES	TOTAL ENGAGEMENTS DE DEPENSES AU 31/12/94	SOLDES DISPONIBLES AU 31/12/94	TAUX D'UTILISATION	OBSERVATIONS
OCDE/CINERGIE	**8.969.200	*8.633.000	336.200	96,25%	Ce solde correspond au disponible prévisionnel en annexe 004 * Dont une provision pour allocation de départ de 300.000 FF. ** Ce montant ne prend pas en compte les intérêts.
WALTPS/CCE (645.000 ECUS)	3.690.992	2.224.193	1.466.799	60,26%	Ce disponible que vous retrouvez en annexe 015 est prévu pour le financement des opérations du 3ème devis-programme.
WALTPS/BELGIQUE (US\$ 200.000)	1.000.000	232.738	767.262	23,27%	Ce disponible est prévu pour le financement de réunions, d'éditions et d'impressions de documents et de la consultation d'un expert belge.
TOTAL :	13.660.192	11.089.931	2.570.261	81,18%	Au 31/12/94, CINERGIE dispose encore d'une importante possibilité financière (un disponible global de 2.570.261 FF).

ANNEXE 18

CINERGIE UNITE BAD/OCDE

Annexe 18

INVENTAIRE

ETATE DES ACQUISITIONS DES BIENS :

- les appareils
- les meubles
- les mobiliers
- et les fournitures de bureau

- AU 31 DECEMBRE 1994 -

Le projet CINERGIE devant prendre fin au 31/12/94 et en conformité avec les dispositions contenues dans l'accord BAD/OCDE, nous vous présentons dans le document ci-joint, l'inventaire des acquisitions des biens de l'Unité CINERGIE au 31/12/94.

Il s'agit particulièrement de :

- Etat des acquisitions des appareils (**cf tableau A**)
- Etat des acquisitions des meubles, mobiliers et fournitures de bureau (**cf tableau B**)

CINERGIE

UNITE BAD/OCDE

A. ETAT DES ACQUISITIONS DES BIENS AU 31/12/94 (inventaire/appareils)

NOMBRE	DESIGNATION	MARQUE	N° REFERENCE MODEL/SERIE	DATE/année D'ACQUISITION	VALEUR D'ORIGINE	VALEUR COMPTABLE
1	Moniteur/Ecran	WEN	Model n° JK 1461 Serial n° 802141383	1992		
1	Moniteur/Ecran	DELL	Model n° Vi 1428E Serial n° 44973AAP70C3	1994	1.728.987	
1	Moniteur/Ecran	WEN	Model n° JK 1461 Serial n° 802138600	1992		
1	Disque dur	DELL	Model n° 433 S/P Serial n° J7NTX	1994		
1	Disque dur	WEN (US.AITC)	FCC ID # 127 PC MATE- 1325 VST C. 1003	1992		
1	Disque dur	WEN (US.AITC)	FCC ID # 127 PC MATE- 1325 VST C. 1001	1992		
1	Imprimante	LaserJet HP 3	Model n° 33449A Serial n° 3207A07667	1992		
1	Imprimante	LaserJet HP 4 Plus	Model n° C 2037 A Serial n° JPFW 002595	1994	1.209.000	
1	Clavier		OK-KEYBOARD Model 833080139/100M	1992		

CINERGIE
UNITE BAD/OCDE

-2-

NOMBRE	DESIGNATION	MARQUE	N° REFERENCE MODEL/SERIE	DATE/année D'ACQUISITION	VALEUR D'ORIGINE	VALEUR COMPTABLE
1	Clavier	DELL	Model n° SK 1000RS Serial n° M940316286	1994		
1	Clavier		Model BTC - 53 FCC ID : E5X5R58TC - 5339R - 0	1992		
1	Ordinateur portable	TOSHIBA T 1910/200	Model n° PA 1114 E Serial n° 06420325	1994	1.565.610	
1	Ordinateur portable	KINGTECH	Model n° LYNKS 2000 Serial n° SYS 9160404	1992		
1	Imprimante portable	CANON	FCC ID : AZDK 10060 PCN 96 116	1992		
1	Imprimante portable	HPDeskJet	HP 310	1994	298.495	
1	Adaptateur HP		Model n° 0950-2435 Serial n° 9433 G	1994		
1	Adaptateur	TOSHIBA	Model n° PA 2417 V Serial n° 94 0588821	1992		
1	Souris/curseur	QTRONIX	Model n° MX-30P Serial n° P. 9103067	1992		
1	Souris/curseur	DELL	model n° M-S 28 Serial n° LI 43102814	1994		
1	Souris/curseur	TOSHIBA	Model PA 2805 V FCC ID : C3KQP2	1994		

CINERGIE
UNITE BAD/OCDE

-3-

NOMBRE	DESIGNATION	MARQUE	N° REFERENCE MODEL/SERIE	DATE/année D'ACQUISITION	VALEUR D'ORIGINE	VALEUR COMPTABLE
1	Photocopieur	CANON	NP 1520 Model n° F 126600	1992		
1	Machine à écrire	IBM	Type 6784 Serial n° 11-CZMM1 5339R - 0	1991		
1	Machine à calculer	CANON	MP 1210-D n° 30167849	1991		
1	Télécopieur	CANON	Model FAX-270/H 11066 Serial n° 3912359	1992		
1	Téléimprimeur	SIEMENS	270/60336/2	1992		
1	Adaptateur	ZENITH	Model n° 150-308	1994		

CINERGIE
UNITE BAD/OCDE

B. ETAT DES ACQUISITIONS DES BIENS AU 31/12/94
(inventaire/meubles-mobiliers-fournitures de bureau)

NOMBRE	DESIGNATION	MARQUE	N° REFERENCE MODEL/SERIE	DATE/année D'ACQUISITION	VALEUR D'ORIGINE	VALEUR COMPTABLE
4	Bibliothèques		à deux (2) battants vitrés Experts	1992		
87X						
1	Bibliothèque		à quatre (4) battants vitrés Direction	1992		
2	Tables de bureau		Experts	1992		
1	Table de bureau		Direction	1992		
1	Table de bureau		Secrétariat	1992		
1	Table métallique		Support photocopieur	1992		
1	Table/Bois		Support ordinateur	1992		
1	Table/Bois		Support télécopieur	1992		
1	Table basse		Salon	1992		

CINERGIE
UNITE BAD/OCDE

-2-

NOMBRE	DESIGNATION	MARQUE	N° REFERENCE MODEL/SERIE	DATE/année D'ACQUISITION	VALEUR D'ORIGINE	VALEUR COMPTABLE
3	Bibliothèques de rangement/Bois		Secrétariat	1992		
8	Coffres de table de bureau		de trois (3) tiroirs	1992		
1	Salon de deux fauteuils		Secrétariat	1992		
1	Chaise noire roulante rembourrée		Direction	1992		
1	Chaise noire roulante rembourrée		Dactylo	1992		
1	Chaise marron rembourrée		Secrétariat	1992		
2	Chaises noires roulantes rembourrées		Experts	1992		
6	Chaises noires rembourrées		Visiteurs	1992		
2	Cendriers		Direction Secrétariat	1992		
1	Armoire métallique à portes coulissantes		Secrétariat	1992		

CINERGIE
UNITE BAD/OCDE

-3-

NOMBRE	DESIGNATION	MARQUE	N° REFERENCE MODEL/SERIE	DATE/année D'ACQUISITION	VALEUR D'ORIGINE	VALEUR COMPTABLE
5	Sceaux/poubelles		Secrétariat Direction Experts	1992		
8	Corbelles à papier		Secrétariat Direction Experts	1992		
4	Sous-main de table		Secrétariat Direction Experts	1992		
1	Dictionnaire français (Petit la- rousse en couleur)		Secrétariat	1992		
1	Dictionnaire anglais-français- anglais (Le Robert et Collins)		Secrétariat	1992		